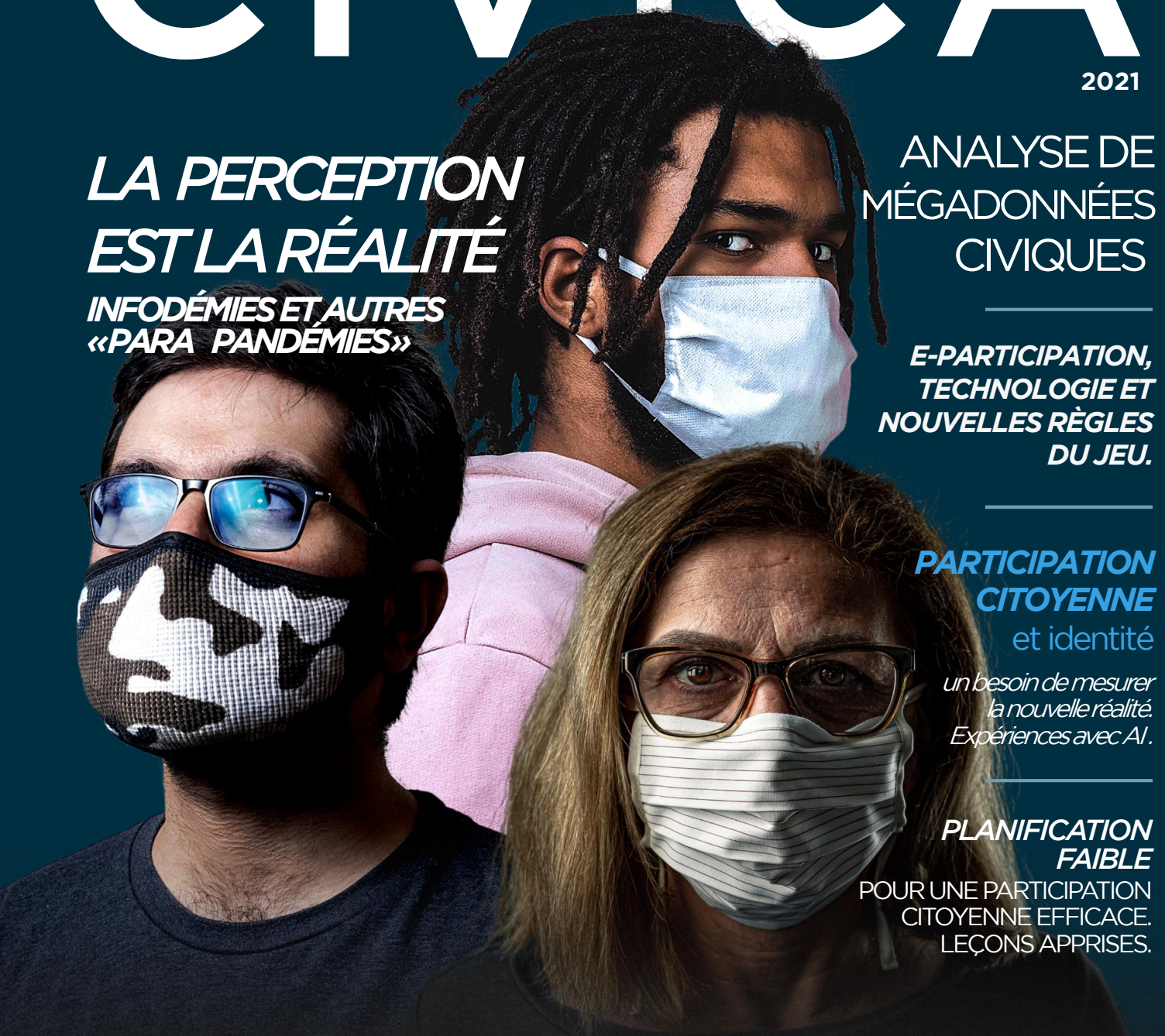
CÍVICA

2021

LA PERCEPTION EST LA RÉALITÉ

INFODÉMIES ET AUTRES «PARA PANDÉMIES»



ANALYSE DE MÉGADONNÉES CIVIQUES

E-PARTICIPATION, TECHNOLOGIE ET NOUVELLES RÈGLES DU JEU.

PARTICIPATION CITOYENNE et identité

un besoin de mesurer la nouvelle réalité. Expériences avec AI .

PLANIFICATION FAIBLE

POUR UNE PARTICIPATION CITOYENNE EFFICACE. LEÇONS APPRISES.

ENTREPRISES EN MILLIONS DE DOLLARS

et son lien avec la compréhension des besoins des citoyens.

BID

CÍVICA

Vol. 1, No. 1 | 2021

TABLE DES MATIÈRES

SECTION 1 : LE MALAISE SOCIAL

1| Polarisation: identité vs inégalité

2| Plus près de l'avenir : scénarios pour 2035

SECTION 2 : LA PERCEPTION EST DEVENUE LA RÉALITÉ

1| La perception : le maillon manquant pour comprendre des questions civiques complexes ?

2| Le fossé technologique : citoyenneté et e-Citoyenneté

3| Analyse de mégadonnées civiques : CiviClytiCs

4| Infodémies et autres « para pandémies »

SECTION 3 : LA CONFIANCE

1| La participation citoyenne dans les nouveaux schémas de gouvernance publique et le besoin d'être bilingue

2| Quel est ta lutte? Pourquoi savoir « ce qui fait mal » aux citoyens est-il le dénominateur commun de l'innovation? Nouvelles opportunités des affairs

3| La création d'un climat confiance et les schémas de gouvernance

4| La confiance est un bien. Si les citoyens ne font pas confiance au gouvernement, où la placent-ils ?

SECTION 4 : LES CAS

1| Qu'est-ce qui génère la participation citoyenne, les cadres réglementaires des gouvernements ou la réponse aux besoins civiques ?

2| L'inclusion civique : lorsqu'une planification citoyenne efficace ajoute de la valeur

3| Donnez-moi un point d'*exemple* et je soulèverai la terre

4| Alors, comment prévoir une participation citoyenne efficace?

5| Face A et Face B : des super-héros avec du talent et des idées des citoyens et lorsque les choses ne se sont pas bien passées

CÍVICA

Vol. 1, No. 1 | 2021

REMERCIEMENTS

Aux plus de 18 214 780 millions de citoyens qui ont partagé leurs perceptions et leurs préoccupations sur Internet, ce qui nous a permis d'apprendre et de comprendre la réalité d'un point de vue civique.

À Ivan Caballero, Cristian Pi Martin, Harry Wilson, Laura Kirchner, Darío García de Viedma, et Natalia Grau from Citibeats, pour leur engagement, leur utilisation éthique des données de l'IA, faisant équipe et contribuant à CivicLytics.

À Phillip Keefer et Carlos Scartascini du Département de recherche de la BID, pour l'échange, le travail et les résultats concernant les expériences d'économie comportementale sur les questions de participation citoyenne, de confiance et de gouvernance publique.

À Cristina Giraldo de la BID et Frederick Wherry et Mihir E. Kshirsagar de l'Université de Princeton pour leurs échanges afin de commencer à identifier des indicateurs civiques stables.

À Graham Watkins, Duval Llaguno, Ernesto Monter, Lourdes Gallardo, Andrea Ruy Sanchez De Orellana, Eugenia Sofia Valdez Tamayo, Gerard Drenth, Gustavo Pérez Ara, Juan Carlos Lozano, Andrés Falconer, Merrick Hoben, Cynthia Hobbes, Elizabeth Ann Nicoletti, Jose Luis Irigoyen, Diego Cortes Arce, Francesca Castellani, Kyle S. Strand, Luben Petkoff Chirinos, Carolina Marcela Piedrafita, Cristina Pombo, Pablo Picon, Maria Baron, Edgardo Mosqueira Medina, Pablo Riba, Neile J. Quintero, Julian Austin Belgrave, Jacopo Gamba, Leonardo Mazzei, Roberto de Michele, Alejandro Quijada, Arturo Muente, Lorena Ordoñez, Susana Sitja, Pablo A. Bachelet, Nicolas Dassen, Luis Guillermo Alarcon, Jorge Luis von Horoch, Alexandre Meira da Rosa, Leopoldo Avellan, Mariana Alfonso, Carmen Albertos, Astrid Wynter, Ana Santiago, Michelle Marshall, Paulette Desourmaux, Vicky Tongue, Valeria Pacheco, Juan Manuel Casanueva, Susana Sitja Rubio, Cristiane Ronza, Yuri Suarez Dillon, Marieke Vegeer, Lindsay Mayka, Natascha Marzoff, Guillermo Correa, pour leur temps, leurs expériences, leurs perspectives et leurs contributions à la construction des scénarios à l'horizon 2035 d'organisations telles que, le Groupe de la BID, au Groupe de la Banque mondiale, à l'Université Publica y Pontificia Católica du Chili, au Centre international de la société civile, au Colby College, à l'Université for International Cooperation, à Innpactia, Normann Partners, RACI, Open Government Partnership, à l'Institut Consensus Building, au Directorio legislativo.

Aux 26 liens avec la société civile du Groupe de la BID en Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Suriname, Trinité-et-Tobago et Uruguay pour leur responsabilité et leurs efforts constants dans la planification d'une inclusion civique efficace.

ÉQUIPE

FLAVIA MILANO

Idée, leadership, développement de contenu et coordination générale

Conception et mise en page :

Carolina Duque Arango

Coordination, développement et édition de contenu :

Montserrat Corbella, Jonathan Dromgoole, Ulises Pallares, Irene Irazábal.

Copyright © 2021 Banque Interaméricaine de Développement (BID). L'œuvre ci-présente est sous une Licence Creative Commons IGO 3.0 Paternité - Pas d'utilisation commerciale - Pas de travaux dérivés (CC-IGO BY-NC-ND 3.0 IGO) (http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode) et peut être reproduite à la condition de l'attribuer à la BID et pour tous les types d'utilisation non commerciales. Les œuvres de types dérivées sont interdites.
Toutes les différences concernant l'usage des produits de la BID qui ne peuvent être résolues amicalement, doivent être soumises à la procédure d'arbitrage conformément aux règles UNCITRAL. Le nom de la BID peut être utilisé seulement pour l'attribution de l'œuvre à la BID. Dans tous autres cas, l'utilisation du nom de la BID et l'utilisation du logo de la BID est interdit et il sera nécessaire d'avoir un autre accord de licence convenu entre la BID et l'utilisateur.
N.B Le lien ci-dessus contient des informations supplémentaires sur les termes et conditions de la licence.
Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque Interaméricaine de Développement, de son Conseil d'administration ou des pays qu'elles représentent.

Les contenus et les intrants utilisés pour les construire ce post ne représentent pas nécessairement l'opinion du Groupe de la BID ou de son Conseil d'administration. Ce ne sont pas des recommandations ou des prédictions, mais des outils pour remettre en question le *statu quo* et faciliter les conversations stratégiques entre les acteurs du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes

Polarisation: identité vs inégalité

Si l'inégalité était à l'origine des manifestations sociales de 2019, pourquoi les gens ont-ils manifesté à ce moment-là et pas avant ? Les citoyens semblent percevoir la réalité différemment des indicateurs connus.

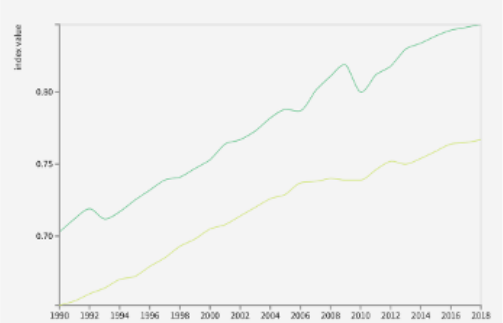
La perception d'inégalité vis-à-vis la loi, aux institutions, au gouvernement, ajoutée au facteur identitaire lorsque se produisent des changements dans l'intensité de ses variables (visibilité, autonomisation, confiance, dignité) pourrait donner l'indice pour tracer les tendances des problèmes de polarisation et malaise social.

Vers la fin de 2019, les citoyens de la région ont montré des signes d'inconfort en exigeant des services de meilleure qualité et plus nombreux aussi comme plus grandes options de mobilité sociale. Le cas du Chili où les manifestations ont été massives et dont le déclencheur identifié était l'augmentation du prix des transports publics a peut-être été celui qui a le plus ébranlé l'opinion publique.

Les manifestations du Chili [1] ont commencé en octobre 2019 et ont été considérées comme le pire mécontentement citoyen dans le pays depuis les années 90[2]. Devant ce scénario, les médias, les érudits et les politiciens de l'opposition se sont mis d'accord pour identifier l'inégalité comme la cause du mécontentement social. Bien que cette approche soit indéniable et vraie, en observant la réalité du point de vue technique de la participation citoyenne, nous pensons que ce n'est peut-être pas la seule hypothèse possible, ou qu'elle ne suffit sûrement pas pour comprendre la réalité de façon isolée.

Dans ce sens, en comparant les indices d'inégalité des pays considérés comme ayant un niveau de développement similaire, comme est le cas du Mexique et du Chili, le coefficient de GINI [3] de 2018 indiquait que les deux avaient des niveaux d'inégalité similaires, soit de 45,4 et 46 respectivement[4].

Graphique 1 : Indice de développement humain (Chili et Mexique) [5]

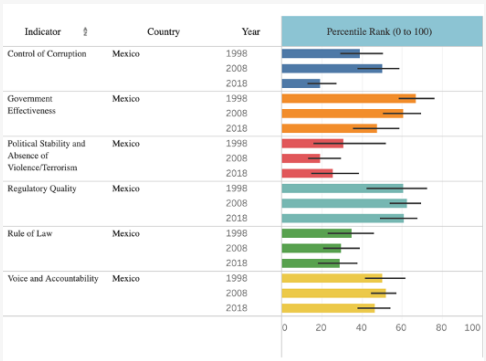


Ces deux pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), où le Chili a l'un des indices de développement humain (IDH) les plus élevés de la région depuis près de 30 ans [6]. En 2018, il était de 0,847 (voir graphique no 1) par rapport au Mexique avec un IDH de 0,767. En termes de stabilité politique, d'efficacité du gouvernement et d'état de droit, le Chili a obtenu les meilleurs résultats par rapport au Mexique au cours des 20 dernières années [7] dans chaque catégorie (voir les graphiques # 2 et # 3).

Les experts en gouvernance et les économistes considèrent le Chili comme un exemple de stabilité sociale et économique dans la région depuis plusieurs années. Les données les plus récentes de l'OCDE montrent que les deux pays ont le même coefficient de GINI, ou niveau d'inégalité, soit 0,46[8][9] en supposant que l'inégalité est mesurée avec un nombre compris entre 0 et 1.

Plus il est proche de 1, plus il y a d'inégalités dans le pays. En se concentrant à nouveau sur les indicateurs gouvernementaux susmentionnés, le Chili a montré une meilleure gouvernance que le Mexique, le dépassant en un 50 %, mais le Mexique dépasse le Chili dans l'indicateur de qualité réglementaire.

Graphiques 2 et 3 : Indicateurs de gouvernance mondiale (Mexique et Chili) [10][11]



Selon la Banque mondiale, **entre 2000 et 2019, le Chili a réduit sa pauvreté de 30 à 6,7 %**. Le pays a également été considéré comme un exemple dans la région, avec un modèle économique basé sur le marché libre et l'investissement privé. Il était considéré comme une référence en matière de développement dans un continent marqué par de graves problèmes socio-économiques[12]. **En 2019,** l'*Indice de démocratie* du magazine ***The Economist*** **a classé le Chili comme l'un des trois seuls pays d'Amérique latine à appartenir au groupe des démocraties à part entière**[13].

En octobre de la même année, la BBC a rapporté que selon une étude de la CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) **« Le 1 % le plus riche du pays a conservé 26,5 % de la richesse en 2017,** tandis que le **50 % des ménages aux revenus les plus faibles n'ont eu accès qu'à 2,1 % de la richesse nette du pays** ». Au cours de la même période, l'Institut national de la statistique du Chili a indiqué que **la moitié des travailleurs** du pays a reçu un **salaire mensuel égal ou inférieur à 562 USD par mois**. Autrement dit, juste **un peu plus que le salaire minimum à l'époque (423 $).**

Si l'on considère un instant l'hypothèse de malaise social engendré par l'inégalité comme une cause exclusive, et toujours à partir de ces indicateurs, **les chances de mécontentement étaient plus élevées au Mexique qu'au Chili, pourtant ce n'est pas ce que la réalité des citoyens a reflété**. Ce facteur n'est pas moindre. Cela semble indiquer que, du point de vue des citoyens, **les gens perçoivent la réalité différemment et ils se mobilisent pour d'autres causes.**

Le 25 octobre 2019, des citoyens ont défilé sur la Plaza Italia de Santiago, une manifestation qualifiée comme « la plus grande de l'histoire ». *La Deutsche Welle* a rapporté qu'environ un million de personnes se sont rassemblées dans le centre-ville de la capitale. Contrairement à l'année 2011 où il y avait eu des manifestations massives qui centraient alors les revendications sur le système éducatif, dans le malaise citoyen de 2019, il n'y avait ni centralisation étudiante ni syndicats menant la manifestation.

Tableau situationnel

• 6 octobre : Augmentation du tarif du métro de Santiago.

• 7 octobre au 18 octobre : En raison du nouveau tarif, les étudiants et les jeunes organisés ont commencé à mener une manifestation massive dans le métro de Santiago. Le nombre de participants augmentait au fil des jours, entraînant des incidents dans le métro et des confrontations avec la police.

• Le 18 octobre, la situation a changé lorsque les opérations de l'ensemble du métro de Santiago ont été arrêtées en raison de l'augmentation des confrontations entre les étudiants et la police. Cela a abouti à la déclaration d'un état d'urgence et d'un couvre-feu de la part du gouvernement national. Les manifestations se sont multipliées dans tout le pays sans qu'une figure centrale ne les dirige pas. Des manifestations auxquelles des participants issus de différents niveaux sociaux se sont joints.

• Le 25 octobre, plus d'un million de Chiliens et Chiliennes sont descendus dans la rue pour exiger la démission du président.

• Le 28 octobre, le président Piñera a changé huit membres de son cabinet et a annulé la déclaration de l'état d'urgence.

• Le 15 novembre, les membres du gouvernement ont annoncé un référendum national qui aurait lieu le 26 avril 2020 pour la création d'une nouvelle Constitution. En raison de la déclaration de la pandémie mondiale en mars 2020, le référendum national a été reporté à octobre 2020.

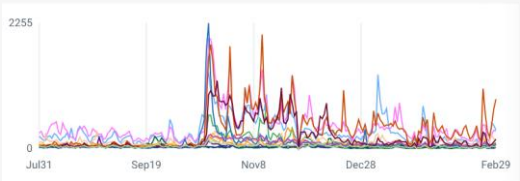
L'hypothèse de l'inégalité est donc sans aucun doute correcte. Cependant, elle ne suffit pas à elle seule pour expliquer le phénomène d'une perspective technico-citoyen. L'inégalité **était un facteur préexistant et constant**, alors pourquoi ce facteur a-t-il été décisif à ce moment-là et pas à un autre ? Qu'est-ce qui a changé ? Pourquoi dans d'autres pays avec des mesures similaires le public a-t-il choisi d'autres voies ?

Prenant le cas chilien pour comprendre le phénomène et dans le but aussi de comprendre les problèmes de polarisation, d'apprendre et de maintenir la proximité avec les gens, nous avons commencé par structurer la réalité qui nous permettrait de détecter des changements concernant des questions centrales telles que l'éducation, l'inclusion sociale, la mobilité et la pauvreté[14].

De cette façon, nous avons analysé et traité ce que les gens ont dit du 31 juillet 2019 au 6 octobre, date à laquelle le tarif du transport a été augmenté — un fait identifié comme élément déclencheur des manifestations — jusqu'au 18 octobre, où les manifestations les plus intenses se sont produites. Si nous utilisons les paramètres de mesure connus sous le nom d'inégalité et de gouvernance, mentionnés ci-dessus, on pourrait s'attendre à ce qu'une manifestation avec l'intensité et la portée de celle du Chili ait pu être anticipée, au moins quelques semaines, voire des mois à l'avance.

Comme on peut le voir dans le volume des conversations enregistrées (graphique n° 4) à partir de la fin juillet, il n'y a pas eu une augmentation drastique de la participation citoyenne sur les réseaux sociaux et il n'y a qu'une seule modification à la mi-octobre. Bien que l'augmentation des tarifs ait eu lieu le 6 octobre, le volume et l'intensité des conversations avec les citoyens n'ont atteint des sommets draconiens que le 13 et 14 octobre.

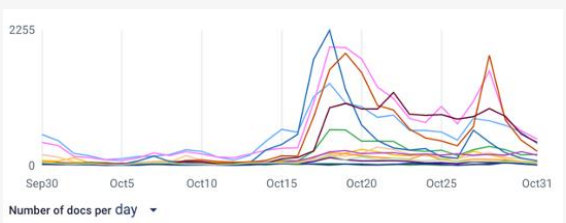
Graphique no 4 Volume de conversations au Chili (juillet à mars)



Après avoir écouté des centaines de milliers de commentaires de gens, nous nous sommes rendu compte qu'il avait eu des changements des variables dans la réalité. Nous entendions désormais que les citoyens exprimaient des concepts tels que « ils ne nous voient pas », « je n'existe pas », « je ne compte pas ».

Nous avons conceptualisé et regroupé cela comme **la capacité d'agence (autonomisation), la perception de la valeur de soi (dignité), la délégation des décisions (confiance) et le sentiment de compter non pas comme un chiffre, mais comme une voix qui ajoute de la valeur (visibilité).** Dans cette perspective qui constitue l'**identité** des personnes, nous avons remarqué qu'il y avait un volume et une intensité de commentaires plus importants vers un mécontentement croissant et de plus en plus marqué (voir graphique n° 5).

Graphique no 5 Volume de conversation au Chili (octobre)



Par conséquent, nous avons observé que **si nous ne lissons la réalité citoyenne qu'à travers le prisme de l'inégalité, de nombreuses voix deviennent invisibles**. La réalité a montré que l'ajustement de ces prismes ne suffit pas pour anticiper le niveau d'inconfort. Avec les outils dont nous disposons, il ne semble pas possible de comprendre « ce qui fait mal » aux gens, ou quelles sont leurs « luttes quotidiennes ».

Ce **manque de compréhension inversement proportionnel à la vitesse à laquelle les gens signalent leur mécontentement** pourrait expliquer l'un des facteurs de l'**absence de confiance** grandissante envers les dirigeants, et même aussi à titre d'hypothèse, de la **croissante polarisation**. **Les gens descendent dans la rue et sont finalement vus, entendus et inclus. Ils sembleraient retrouver leur sens de l'identité, se reconnaître dans leur valeur, dans leur pouvoir d'agentivité qui est désormais rendu visible et rend l'autre visible**.

Le manque de corrélation entre les indicateurs et la réalité indiquerait que l'hyper connectivité apportée par les nouvelles technologies et dont l'usage n'a cessé de mûrir au cours des 15 dernières années[15]. renforce le rôle de **force citoyenne** aussi comme une **identité**. Le **mécontentement s'exprime en temps réel, les inquiétudes s'expriment en temps réel** et **la citoyenneté s'organise quasiment en temps réel. Cependant, les réponses n'arrivent pas à la même vitesse.**

Dans cette réalité relativement récente, le concept d'identité inclurait « pourquoi », et « l'objectif pour lequel » la citoyenneté s'identifie avec un gouvernement, un groupe ethnique, social, ou religieux, auquel elle appartient ou souhaite y appartenir, ou un courant de pensée, voire un mouvement. Cette identification contient les **variables qui, en modifiant leur intensité, pourraient entraîner un changement de comportement**.

À la suite du cas chilien, l'hypothèse de l'augmentation du prix du transport [en commun] comme la cause des manifestations semblerait renforcée. Cependant, bien que celui-là ait été sans aucun doute un facteur déclencheur, **la réalité n'a pas amélioré lorsque le gouvernement a fait marche arrière sur sa décision, et par conséquent, l'avalanche de manifestations n'a pas diminué**[16]. Au cours de la même période, le scénario citoyen à Hong Kong était similaire. Avec des déclencheurs concernant les mesures gouvernementales qui, une fois retirées, n'ont pas réduit le volume et l'intensité de la participation à des formes de manifestations unifiant, comme dans le cas chilien, des groupes de personnes derrière un hymne ou identité commune[17].

Pouvons-nous quitter notre travail d'experts du développement pour nous consacrer à l'oracle simplement pour connaître les perceptions et les sentiments des gens ? En aucun cas. **La prédiction des événements est toujours basée sur des paramètres d'analyse incomplets.** Ce serait également une erreur de prendre une hypothèse et d'en écarter une autre à un moment de grand changement entraîné par l'énormité de la pandémie sanitaire.

Ce que nous croyons est qu'**il pourrait y avoir une relation et une interaction entre ces quatre variables d'identité, *en les ajoutant* aux indices d'inégalité dans un contexte de polarisation sociale croissante**[18].

Avec l'arrivée de la crise sanitaire de la COVID-19, les manifestations ont cessé. En surface, la pandémie a fixé un objectif commun. Tant le public que le gouvernement se sont joints à leur objectif d'aplatir la courbe. La relation entre inégalité et identité, telle que définie ci-dessus, laquelle, selon nous, a conduit aux événements de 2019, est potentiellement latente[19].

CONCLUSIONS INITIALES :

1. **Le manque de synchronisation entre la vitesse à laquelle la citoyenneté s'exprime, ne correspond pas à la lecture habituelle des gouvernements, des entreprises et des analystes**.

Nous travaillions à modéliser et visualiser des indicateurs plus stables qui aident à nous alerter sur les tendances concernant les changements de ces variables pour aider à réduire la polarisation et augmenter la cohésion nécessaire pour les étapes qui suivent entre les gouvernements, le secteur privé et les citoyens.

La prédiction des événements est toujours basée sur des paramètres d'analyse incomplets. Ce serait également une erreur de prendre une hypothèse et d'en écarter une autre à un moment de grands changements induits par la pandémie. Ce que nous pensons, c'est qu'il pourrait y avoir une relation et une interaction entre ces quatre variables d'identité, en les ajoutant aux taux d'inégalité dans un contexte de polarisation sociale croissante.

2. Ce **manque de synchronisation pose des problèmes**. Lorsque le mécontentement monte, il devient trop tard et les problèmes s'aggravent, brouillant même les limites des frontières du pays d'où ils proviennent. En même temps que **le manque de synchronisation accentue la polarisation, brise la confiance** et sans confiance, les gouvernements perdent la capacité de mise en œuvre et donc de commander en quelques jours.

3. **La réalité semble indiquer que les indicateurs dont nous disposons ne sont pas suffisants pour comprendre des questions civiques complexes** comme les variables que nous croyons constituent l'identité/polarisation individuelle et collective.

4. Les **changements dans l'intensité des variables d'identité d'une personne** sembleraient être directement liés à la participation effective des citoyens vers un **changement constructif ou une transformation violente.**

5. **La perception de l'inégalité vis-à-vis du droit, des institutions, du gouvernement, ajoutée au facteur identitaire** lorsque des changements sont enregistrés dans l'intensité de ses variables (visibilité, autonomisation, confiance, dignité) **pourrait donner l'indice pour tracer les tendances des problèmes de polarisation et malaise social.**

Plus près de l'avenir : scénarios pour 2035

En temps de transformation rapide, un processus décisionnel solide doit envisager des alternatives et anticiper les imprévus. L'analyse des sources d'incertitude permet d'identifier les risques et opportunités, et d'adapter et de rendre les processus décisionnels « pérennes ».

Nous avons travaillé sur la base de l'approche des scénarios de planification de futur d'Oxford avec le prisme des questions d'engagement des citoyens de manière systémique. Nous avons préparé différentes configurations réalisables dans un exercice de questionnement à propos de la manière dont nous, en tant qu'acteurs du développement, établissons notre lien avec les citoyens dans le présent. L'écoute des citoyens contribue à comprendre en temps réel « ce qui fait mal » aux gens quelles sont les opportunités pour s'améliorer. Également, l'utilisation de méthodologies prospectives pour anticiper des événements permet de réagir et de s'adapter avec agilité dans le présent à des scénarios réalisables et réalistes. L'analyse des sources d'incertitude permet d'identifier les risques et opportunités, et d'adapter et rendre les processus décisionnels « pérennes » [20].

Le **processus d'alphabétisation numérique s'est accéléré de 5 ans en seulement 8 semaines**[21] **pendant la crise sanitaire**. Ce facteur accentue encore **l'urgence d'avoir l'infrastructure nécessaire pour faire face au fossé technologique** qui affecte de manière disproportionnée les zones rurales par rapport aux zones urbaines, les pauvres contre les riches, les femmes contre les hommes, les jeunes contre les aînés[22]. On estime qu'environ la moitié de la région est à peu près déconnectée. Les pays **comme le Brésil, l'Argentine et le Mexique ont un pourcentage proche de 87 % de connectivité en ligne**, tandis que **Haïti, El Salvador et la Guyane sont environ 40 points de pourcentage en dessous** dans cette affaire.

Nonobstant ce qui précède, il est également vrai que la participation citoyenne en ligne est la réalité de millions de citoyens numériques. En 2019, **L'Amérique latine et les Caraïbes constituaient le quatrième marché régional en ligne en matière d'utilisateurs**, derrière l'Asie, l'Europe et l'Afrique. En juin de cette année-là, il y avait plus de **450 millions d'internautes** dans la région, contre 200 millions en 2010.

Dans cette e-participation, une figure de leadership centrale n'est pas requise comme dans les systèmes de gouvernance connus. **Cette participation massive façonne de nouvelles manières d'avoir un impact sur la réalité, là où les institutions ne font pas exception et où de nouveaux scénarios nous demandent d'être bilingues.** Un pont entre la forme de gouvernance telle que nous la connaissons actuellement et qui inclut le rôle renforcé du citoyen. Avec un « mot-clic », **les citoyens suivent des causes sans hiérarchies ni représentants concrets et peuvent rassembler des centaines de milliers de personnes dans des mouvements fluides qui définissent les programmes** nationaux et internationaux comme on a pu le voir avec des mouvements de genre, tel que #MeToo (#BalanceTonPorc), #NiunaMenos (pas une de moins) ou même d'inclusion comme #BlackLivesMatter (la vie des Noires compte).

En guise de principe préliminaire, tous les acteurs du développement évoluent dans un contexte mondial et régional de bouleversements constants. Nous avons réuni un groupe d'experts multidisciplinaires, internes et externes au Groupe de la BID, qui ont apporté leurs points de vue et se sont engagés dans l'exercice de remise en question des connaissances conventionnelles sur la participation citoyenne pour étudier les tendances et identifier les facteurs qui définiraient le futur panorama régional.

Les principales tendances sélectionnées et qui façonneront très probablement la relation État citoyenneté-secteur privé au cours des 15 prochaines années, nous les avons vues comme des tendances macroéconomiques :

- Érosion de la confiance envers les institutions :

• La fierté éprouvée par un résident moyen de l'ALC à l'égard du système politique dans lequel il évolue a diminué de 6,8 points de pourcentage de 2010 à 2019[23].

• La satisfaction du public à l'égard du fonctionnement de la démocratie a également diminué, tandis que le soutien aux coups d'État de l'exécutif (c'est-à-dire la fermeture du Congrès par l'exécutif) a continué d'augmenter [24].

• Tous les indicateurs de confiance dans les partis politiques, les congrès nationaux, l'exécutif, et les élections se situent entre un très bas 28,2 % et un tiède 45,5 % indiquant une érosion significative au cours de la dernière décennie [25].

- Une polarisation croissante, accentuée par la transformation numérique :
• Aux États-Unis, les dirigeants aux positions idéologiques extrêmes ont plus d'abonnés sur Twitter que ceux dont les positions sont plus modérées[26].
• Les médias sociaux peuvent contribuer à des niveaux exacerbés d'extrémisme politique[27].
• L'exposition à des idées qui sont contraires aux vôtres peut pousser une personne à une polarisation encore plus extrême, en particulier celles qui s'identifient aux idées conservatrices[28].
• Ceux qui utilisent les réseaux sociaux à des fins politiques en Amérique latine et dans les Caraïbes sont plus polarisés idéologiquement que ceux qui ne les utilisent pas. Cependant, il est également vrai que ce même groupe est plus tolérant dans la sphère politique et soutient le concept de démocratie dans une plus large mesure que ceux qui ne font pas partie de cette conversation[29].

- Importance des groupes identitaires par des facteurs générationnels, ethniques, de genre, socio-économique, entre autres.
• L'exclusion et l'inégalité continuent d'être des facteurs qui génèrent de nouveaux groupes identitaires et des coalitions, qui mobilisent des programmes politiques.
• Par exemple, les jeunes, issus de couches socio-économiques élevées, éduqués et résidant dans des villes sont plus susceptibles de participer aux affaires politiques via les réseaux sociaux[30], générant ainsi des récits identitaires précis.
• Il surgit des questions telles que : quel sera l'impact social, économique, et culturel des changements démographiques sur Amérique latine et les Caraïbes ? Quel sera l'impact des pressions du vieillissement de la population et des inégalités croissantes sur les citoyens ? Quelles implications cela aura-t-il ?

Nous adapter pour conserver la pertinence :

Sur la base de ces tendances, nous avons mené un exercice pour recréer d'éventuels scénarios futurs.

Les scénarios et les intrants utilisés pour les construire ne représentent pas nécessairement l'opinion du Groupe de la BID ou de son Conseil d'administration. Ce ne sont pas des recommandations ou des prédictions, mais des outils pour remettre en question le statu quo et faciliter les conversations stratégiques entre les acteurs du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes.

NOUS SOMMES EN 2035 :

Qu'arriverait-il si l'année 2035 arrivait ?

PARTENARIATS CIVIQUES PRIVÉS

... La relation entre les entreprises et les citoyens est plus forte que jamais en Amérique latine et dans les Caraïbes. Après la pandémie de 2020, les gouvernements ont poursuivi leurs efforts pour accroître la confiance du public.

Dans certains domaines, un nombre croissant d'entreprises agiles ont profité du défi pour proposer **des services axés sur les citoyens**, comblant ainsi le vide de pouvoir.

Ces entreprises ont été regroupées en puissants conglomérats, qui comprennent **les besoins et luttes des citoyens**. Elles investissent dans les technologies d'Intelligence artificielle et collective et surveillent de très près les avis en ligne pour adapter leur offre. La confiance des citoyens s'est tournée vers cette nouvelle forme d'entreprise, surnommée **« Alliances civiques privées »** ou **« ACP »**.

Les initiatives citoyennes apparaissent et disparaissent couramment. Des masses d'individus qui participent en ligne, mobilisent efficacement les ressources et créent de nouvelles formes d'entreprises en démarrage pour relever les défis sociaux de manière rentable. **Ces entités citoyennes renforcées** ont remplacé les organisations de lobbyisme et sont capables d'influencer les gouvernements, les entreprises et d'autres groupes de citoyens.

L'accès Internet a atteint tous les coins et le marché en ligne a prospéré. Le soutien massif a cimenté les ACP de la région. Ils ont des fonds et des mégadonnées et comprennent les perceptions et les préoccupations des citoyens, en réagissant immédiatement à leurs besoins.

Avec la montée en puissance des ACP, la perception de l'autonomisation et de la visibilité des citoyens s'est améliorée, tandis que **les fonctions des gouvernements ont été progressivement réduites**. De nombreux gouvernements sous-traitent désormais divers services de base. De nombreuses fonctions parlementaires ont été remplacées par une participation directe. Grâce aux technologies de *chaîne de blocs*, **les citoyens conçoivent et votent pour de nouvelles lois**.

Les ACP ont des codes stricts de conduite environnementale, sociale et de gouvernance d'entreprise, **grâce à des cadres de coresponsabilité citoyenne qui facilitent un contrôle en temps réel**. Dans certains domaines, les syndicats mondiaux offrent une alternative au multilatéralisme antérieur, en répondant aux problèmes mondiaux de manière concertée et en tirant parti de leur capacité exceptionnelle à collecter et analyser les mégadonnées.
Dans certaines régions, il existe des groupes de citoyens qui font état d'un enthousiasme pour la croissance économique, mais les inégalités continuent d'augmenter. Il y a des appels aux gouvernements pour qu'ils réglementent les prix des monopoles et les taux d'inflation. Les tensions montent sur les questions de confidentialité et de droits numériques. Les citoyens exigent des solutions.

POUVOIRS HYPER-LOCAUX

… Offrir de services hyper localisés est la norme en Amérique latine et dans les Caraïbes. La COVID-19 a réorienté l'attention vers **les dirigeants locaux**, **les entrepreneurs, les maires et les dirigeants religieux ont répondu à la crise socio-économique par l'innovation** et ils continuent de fournir des solutions aux besoins de la communauté avec un fort soutien aux citoyens.

Les groupes religieux traditionnels ont créé des canaux pour les dépenses sociales, tels que des cliniques communautaires et des écoles, ce qui a réduit le fardeau des budgets centraux. Au fur et à mesure **que les tendances conservatrices sur la question de genre et de famille** ont gagné du terrain politique, les tensions avec les programmes libéraux qui avaient gagné du terrain au cours des décennies précédentes se sont accrues.

Certaines **entreprises étrangères** se sont associées aux gouvernements locaux pour fournir une assistance, en particulier dans les communautés riches en matières premières, et certains gouvernements étrangers ont conclu des accords bilatéraux de développement avec ces localités.

De nouvelles formes d'administration autonome ont commencé à émerger progressivement, et coexistent maintenant avec les systèmes de gouvernance traditionnels. Les régions dotées de certaines ressources naturelles en ont grandement bénéficié. Malgré des inquiétudes croissantes, la demande de lithium, de niobium et de cobalt a explosé dans le monde, faisant du Triangle du lithium le premier territoire autonome. Ses **citoyens négocient des dividendes directement avec les entreprises par l'entremise de technologies telles que l'Intelligence collective**. Au début, les gouvernements nationaux ont résisté aux autonomies. Mais, compte tenu de leurs propres capacités limitées et sous la pression des communautés riches, des entreprises et des dirigeants locaux, ils ont cédé.

Les scénarios et les intrants utilisés pour les construire ne représentent pas nécessairement l'opinion du Groupe de la BID ou de son Conseil d'administration. Ce ne sont pas des recommandations ou des prédictions, mais des outils pour remettre en question le statu quo et faciliter les conversations stratégiques entre les acteurs du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Les localités moins prospères restent à la traîne dans l'accès aux services et au marché. Elles dépendent toujours des autorités locales plus faibles et des investissements insuffisants de leur gouvernement central. **La connectivité et ses services n'ont pas augmenté équitablement.** Elle est plutôt devenue une nouvelle source de disparité socio-économique.

Il y a eu une augmentation des coûts de transaction traditionnels du secteur privé. Les entreprises ne négocient plus avec les gouvernements centraux ni opèrent sous des cadres réglementaires nationaux : les économies d'échelle ont considérablement diminué.

En 2035**, les citoyens autonomes des communautés hyperlocalisées se disent satisfaits de leur capacité à influencer immédiatement leur réalité, à accéder à de nouveaux emplois avec des entrepreneurs locaux et à collaborer avec des institutions hyperlocales renouvelées** pour trouver des solutions aux besoins réels.

Les tendances suggèrent que la région continuera sa transition vers des sociétés de plus en plus hyperlocalisées, dans lesquelles la participation citoyenne est essentielle, en relevant des défis tels que le changement climatique, la traite de personnes et les inégalités multidimensionnelles comme une tâche en suspens au niveau mondial.

LA POLARISATION, L'ÉCHEC ET MAT

… L'Amérique latine et les Caraïbes continuent d'afficher une **polarisation extrême à différents niveaux**. Après la pandémie, les crises climatiques et socio-économiques ont secoué la planète. Les réfugiés climatiques fuient l'élévation du niveau de la mer et vivent dans des conditions précaires, alors qu'il existe des bulles de communautés aisées. Dans certaines régions, la majorité du territoire est saturé de pannes de service, de pénuries d'eau et d'énergie. Il existe un sentiment général d'apathie et de manque d'agentivité. **Un écart a commencé à se creuser** :

Les « **e-citoyens ou citoyens numériques** », une minorité segmentée à l'intérieur, participent activement à la prise de décision à travers *les chaînes de bloc* ; et ont accès aux soins de santé, aux biens, aux services, et ils votent même ! Et cela en ligne. Au contraire, les citoyens « **débranchés** » ont peu d'accès à la technologie et à ses services, ce qui amplifie les différences sociales entre les deux groupes.

Les scénarios et les intrants utilisés pour les construire ne représentent pas nécessairement l'opinion du Groupe de la BID ou de son Conseil d'administration. Ce ne sont pas des recommandations ou des prédictions, mais des outils pour remettre en question le statu quo et faciliter les conversations stratégiques entre les acteurs du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Il s'est répandu un sentiment de rancune **contre les migrants — ces derniers motivés par des causes politiques, mais surtout par des catastrophes naturelles liées au changement climatique. Certains groupes de citoyens ayant des tendances à l'extrémisme** : Ils sont accusés de surcharger les capacités gouvernementales et les infrastructures sociales. Le discours de certains dirigeants accentue cette division. Les acteurs politiques ancrés dans la politique identitaire neutralisent ou capturent facilement des groupes de citoyens, consolidant le pouvoir de quelques-uns.

Les autorités s'associent à des entreprises qui collectent d'énormes quantités de données. Ils profitent de **la capacité des machines pour en tirer des leçons et en concevoir des solutions aux défis publics**. Certains fonctionnaires adhèrent toujours à la **gouvernance classique**. Dans certaines régions, le public est très préoccupé par un sentiment d'indifférence qui sous-estime la valeur de la participation citoyenne au-delà du vote. D'autres adoptent la **nouvelle gouvernance**, incorporant **l'intelligence artificielle, les données ouvertes et la participation massive des citoyens à leur prise de décision**. Cependant, il y a des préoccupations quant à l'utilisation éthique des *mégadonnées*. Au départ, le secteur privé a tenté de saisir l'opportunité commerciale de fournir des services publics aux groupes vulnérables. Mais des contrôles gouvernementaux et une bureaucratie solide ont fait échouer leur tentative.

Les gouvernements et les entreprises commencent à utiliser *Intelligence distribuée* : une méthode pour développer des solutions à des problèmes de développement complexes en tirant parti de la réflexion commune de groupes de citoyens. Certains groupes civiques l'utilisent pour rapprocher les « e-citoyens » des luttes des « non connectés » et pour concevoir des interventions fondées sur des données probantes qui éclairent les politiques publiques.

Voilà la fin de 2035, la région fait le point sur les leçons tirées de ces années mouvementées. Les désavantages de la polarisation sont visibles à tous. Si le tissu social déjà affaibli continue de s'affaiblir, et les tensions devaient s'intensifier jusqu'à ce qu'elles soient intenables, qu'est-ce qui changerait ?

The scenarios and the inputs used to configure them do not necessarily reflect the opinion of the IDB Group or its Boards. These are not recommendations or forecasts, but rather tools for challenging the status quo and promoting strategic dialogue between the actors of development of Latin America and the Caribbean.

La perception : le maillon manquant pour comprendre des questions civiques complexes ?

Les citoyens ont leur propre hiérarchisation des priorités. La principale préoccupation et la perception de la cause d'un inconfort ne trouvent pas nécessairement des coïncidences ou des solutions dans les analyses dites objectives de la réalité.

Comme le montrent le cas chilien de 2019, et l'intensité des préoccupations concernant les problèmes économiques sur les problèmes de santé et au milieu d'une pandémie, les gens donnent la priorité aux problèmes qui peuvent être hors du radar des indicateurs classiques pour mesurer le bien-être social. L'identité pourrait être l'un des facteurs qui contribuent à la compréhension des problèmes complexes des citoyens tels que la polarisation. Il est nécessaire d'élargir l'analyse de la réalité pour expliquer des phénomènes non moins complexes qui se produisent même lorsque leurs déclencheurs ont perdu leur effet.

La pandémie de la COVID-19 laisse des perspectives de prévision très difficiles non seulement en Amérique latine et dans les Caraïbes, mais aussi dans le monde. Il est estimé que **100 millions de citoyens** risquent de sombrer dans la pauvreté d'ici 2030 en raison des effets du changement climatique et des catastrophes naturelles. On craint que les effets de la crise sanitaire ne poussent **43 millions de personnes en situation de pauvreté.** Pendant ce temps-là, **52 millions de personnes passeront de la classe moyenne à la classe inférieure** faisant marche arrière sur le travail social et économique effectué depuis des années dans la région.

> **« En période d'incertitude, nous devons moins nous fier à ce que nous savons et travailler davantage sur ce que nous ne savons pas, toujours prêts à ne pas être préparés »**

Du point de vue technique de la participation citoyenne, les chiffres précédents sont également lus d'une autre manière. Les données mentionnées ou celles qui indiquent qu'environ **17 millions d'emplois pourraient disparaître** augmentant le **secteur informel de l'économie de 56 % à 62 %** se traduisent par **des millions de personnes** avec **une perception et un sens de leur propre dignité sévèrement battus. Il aura de millions de citoyens ayant une perception de soi diminuée quant à leur pouvoir d'impact sur leur réalité et d'être inclus comme faisant partie de la solution et non du problème**. Ces **variables de dignité et d'autonomisation, ainsi que la visibilité de la personne elle-même et la confiance personnelle, dans son groupe et dans ses dirigeants, sont écrasées par ces chiffres et prévisions**.

Dans l'analyse de millions de données que nous avons suivies avec l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA), nous avons pu trouver des indicateurs plus stables en observant la réalité avec les prismes de ces variables. Derrière les commentaires que les gens laissent sur Internet[31], bon nombre des **perceptions et d'inquiétudes multipliées par des millions tournent autour des commentaires exprimant des concepts en phrases simples comme : « ils ne me voient pas », « je ne peux rien faire de ce qui m'arrive », « ils gouvernent toujours en faveur des riches » ou pire encore « je n'existe pas ».**

Sur ces centaines de milliers de commentaires, nous avons vu des variables qui, dans leur intensité et leur volume, semblaient indiquer de nouvelles façons d'analyser et de comprendre la réalité. Nous avons essayé d'analyser et de lire la réalité sous l'angle de la dignité, de la visibilité, de l'autonomisation et de la confiance. **Ces variables indiquent une force citoyenne qui se confond ou se polarise, qui encourage l'action dans un sens ou dans un autre : l'identité.**

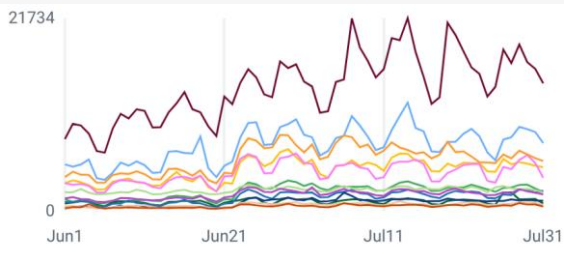
À la lecture de ces commentaires, il est nécessaire de surligner le malaise social, notamment lors d'une pandémie qui trouve des personnes fatiguées morale, physique et mentalement, face à un avenir comblé d'énormes incertitudes.

Les gens ont exprimé leurs préoccupations

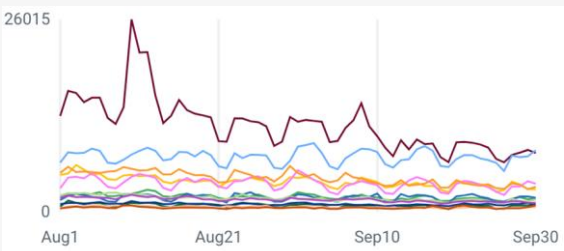
En maintenant l'analyse des variables d'identité, et avant de comparer différentes sources de données avec les résultats de sondages et de rapports structurés, nous avons utilisé l'IA. Aucune surprise, à la mi-juillet et au début d'août 2020, lorsque les gens ont concentré leurs préoccupations dans la sécurité sanitaire atteignant le sommet le plus élevé avec entre 21 000 et 26 000 cas reportés (voir graphiques 1 et 2)

1. Problèmes de sanitaires :

Graphique 1 : Préoccupations par jour : juin à juillet



Graphique 2 : Préoccupations par jour : août à septembre



2. Sécurité économique :

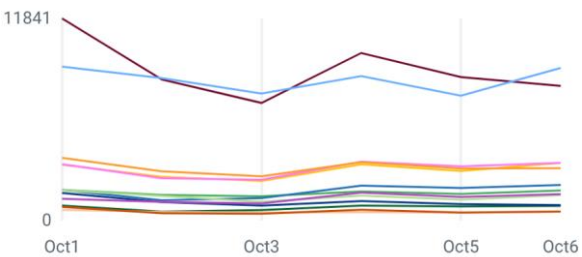
Une fois l'impact initial de la pandémie surmonté et dans une sorte d'acceptation de la nouvelle norme installé, il y a eu une diminution de 45 % des problèmes de sécurité sanitaire au cours des deux derniers mois de l'année commençant en août 2020 (voir graphiques 2 et 3). Encore une fois, **pas de surprise du point de vue logique, mais de l'intensité,** la sécurité économique des ménages a dépassé avec 1/1000 des préoccupations exprimées par la population et a déplacé celles sur la sécurité sanitaire en octobre, et cela pour la première fois depuis la déclaration de la COVID-19 comme pandémie (voir graphique 3).

Dans ce que l'on appelle la nouvelle norme, entre août et la fin octobre 2020, la sécurité économique des entreprises et des foyers a atteint en moyenne 28 % des conversations. Cela implique une moyenne de plus d'un million[32] de personnes qui était en train de parler de ce sujet pendant cette période.

Il est intéressant de noter que, bien que la pandémie fût en plein essor, les systèmes de santé ne représentaient que 23 % des préoccupations. Ça signifie que si bien la santé reste une priorité pendant la crise de la COVID-19, ces autres questions extrêmement préoccupantes sont encore plus pertinentes pour les gens. Des cas comme ceux de **Barbade, Costa Rica, Uruguay et Venezuela**, révèlent que le public a déjà admis que la pandémie sanitaire n'est pas sur le point de se terminer bientôt si elle est mesurée à partir de 2020. Comparativement, les citoyens de ces quatre pays ont concentré **leurs préoccupations principalement sur un problème de subsistance, 10 % au-dessus de la sécurité sanitaire**[33]. Au **Costa Rica** 47 % des préoccupations sont dans le même esprit, mais encore plus en raison de l'inquiétude concernant la perception de nouvelles taxes[34].

En **Uruguay**, 41 % des conversations, soit plus de cent mille conversations, ont également porté sur le sujet de l'économie domestique[35].

Graphique 3 : Préoccupations par jour : première semaine d'octobre 2020



3. Éducation :

Dans ce contexte, nous savons que le panorama de l'urgence sanitaire en tant que phénomène, en raison de son ampleur et de sa durée, ne se limite pas aux questions d'accès aux systèmes de santé, mais touche d'autres problématiques comme l'accès à l'éducation. **Encore une fois, les mesures et ce qui est révélé comme des préoccupations ne correspondent pas**. Nous avons collecté des données et les avons comparées à ce que les gens disaient. Des estimations indiquaient que *95 % des étudiants et étudiantes inscrits en Amérique latine sont temporairement non scolarisés*[36] avec un *déclin des jeunes* également dans les universités — entre 10-25 % —[37]. **Ces données alarmantes n'ont cependant pas marqué les plus grandes préoccupations du public**, étant donné que seulement 7 % des conversations au cours des mois d'août, septembre et octobre portaient sur ce sujet. Les conversations ont été pour la plupart positives et axées sur les efforts des enseignants et enseignantes, ainsi que sur les initiatives citoyennes pour aider à contrer les données concrètes [38]:

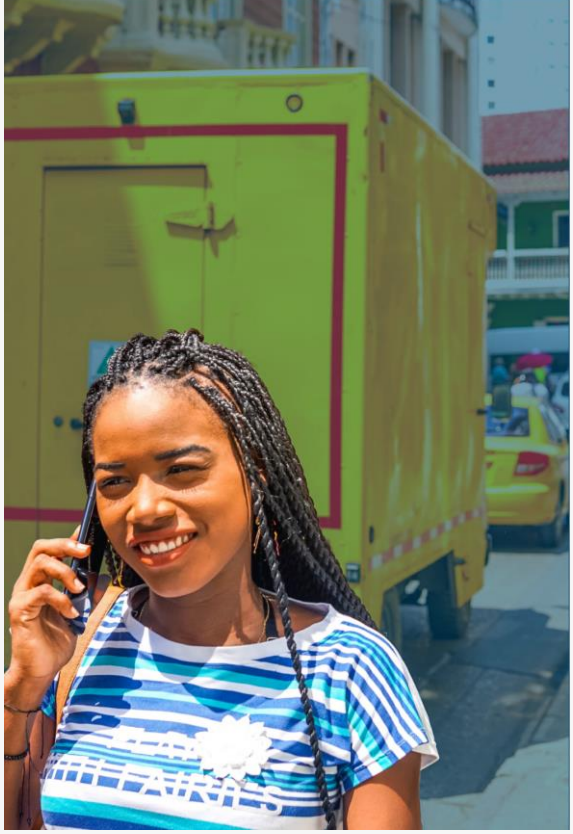
Par exemple, en **Colombie,** les gens se sont axés sur la solidarité pour trouver des ressources pour tous les étudiants, quelle que soit la région de résidence. *« #VamosPaLante (on y va) // Vous pouvez aider des étudiants talentueux dans différentes régions du pays à poursuivre leurs études en apportant votre contribution ici »* .

À **Panama** des mentions ont également été enregistrées. Celles-ci considéraient l'éducation comme un outil pour changer l'avenir *« La base des changements politiques à long terme est l'éducation. »* En effet, l'impact des changements sur le système éducatif avec les écarts d'accès technologique pour des millions d'étudiants pourra être évalué et ressenti pendant des générations. À court terme, les perceptions se sont davantage concentrées sur ce qui se passe de manière positive dans un système qui s'est rapidement adapté de la classe en personne aux cours en ligne :

« Cet enseignant est tout simplement exceptionnel ! Félicitations à Mme McKoy-Phipps, pour être sorti des sentiers battus et avoir mis tout son cœur et toute son âme dans ce projet pour aider les enfants d'âge scolaire les plus défavorisés. #TodosLosNiñosPuedenAprender (tous les enfants peuvent apprendre) »
Jamaïque

4. Sécurité alimentaire, santé mentale :

Nous avons également vu parmi les millions de données collectées, l'importance des préoccupations concernant la sécurité alimentaire et la santé mentale[39]. Nous avons vu des sujets de **santé mentale**[40], **surtout parmi les jeunes**. L'intensité des conversations a montré des indices d'altérations psychologiques dans les échanges spontanés qu'ils partageaient sur Internet, avec un **27 % rapportant de l'anxiété et 15 % rapportant une dépression**[41].
Au fil du temps et au début du dernier trimestre de 2020, une diminution a été observée dans les catégories précédentes, ce qui pourrait être dû à la résilience des personnes dans une nouvelle normalité, familiers avec les mesures de quarantaine telles que la distanciation sociale et l'utilisation obligatoire de masques. 58 % des conversations sur Internet ont même commencé à être positives depuis le mois d'août sur les problèmes de santé mentale. Nous avons recommencé à comparer des chiffres durs où on estime que le nombre de citoyens de sexe féminin et masculin confrontés à un grave manque d'accès à une alimentation et à une nutrition de qualité passera de 3,4 millions en 2019 à 13,7 à partir de 2020[42].



Une fois de plus, les opinions se heurtent aux chiffres comme sur les questions de sécurité alimentaire, nous avons recueilli un grand nombre de perceptions positives. Par exemple en **Uruguay** et au **Pérou,** l'augmentation de commentaires positifs a atteint 42 % au cours des mois d'août, septembre et octobre, dû au constat que le virus ne se transmet pas par les aliments et que les chaînes d'approvisionnement ont pu maintenir et même améliorer leur régularité :

« C'est encourageant en ces temps de la COVID19 de voir comment la production d'aliments indispensables ne s'arrête pas ! Merci pour ces images ! » — Uruguay [43].

« Une très bonne idée pour être en mesure de fournir de la nourriture dans des zones où il n'y a pas de supermarchés ! Homecenter et Constructor seront également utilisés pour acheter des produits de première nécessité » - Pérou [44].

5. Migration :

Un autre sujet incontournable dans les commentaires a été le phénomène de la migration avec plus de 4,6 millions[45] des Vénézuéliens qui ont franchi les frontières du **Venezuela** vers 17 pays[46].

Nous avons enregistré un changement notable dans les perceptions notamment du côté des communautés d'accueil dans les zones frontalières qui ont une autre urgence avec la pression et l'intensification de la concurrence pour l'utilisation des mêmes ressources locales comme l'accès à l'eau, à Internet, ou au système de santé locale déjà précaire par la pandémie. Les commentaires xénophobes se sont exacerbés dans les localités où cela ne s'était pas nécessairement produit avant le déplacement massif de personnes, créant un écosystème différent dans ces villes.

Les citoyens signalent qu'ils sont préoccupés par leur situation la plus immédiate et non par des scénarios éloignés dans le futur en dehors de la crise.

6. Fécondation croisée entre les pays :

Enfin, nous avons vu un autre phénomène et c'est qu'avant un monde hyperconnecté, les sujets étaient réservés aux frontières d'un pays ou étaient diffusés par la presse, alors qu'aujourd'hui, ils atteignent simultanément d'autres latitudes en quelques minutes et révèlent des questions d'interprétation difficile avec des indicateurs conventionnels. Les signes du racisme systémique faisaient partie de ces phénomènes. Dans les pays des **Caraïbes,** cette réalité a pris de la force par le meurtre de George Floyd aux États-Unis. Le crime a atteint les dimensions citoyennes à l'échelle mondiale, et non seulement dans les pays où le taux de citoyens d'ascendance africaine est élevé[47].

CONCLUSIONS INITIALES :

1. Les citoyens ont leur propre hiérarchisation des priorités : la principale préoccupation et la perception de la cause d'un inconfort ne trouvent pas nécessairement des coïncidences ou des solutions dans les analyses dites objectives de la réalité. Comme montré par le cas chilien de 2019, et par l'intensité des préoccupations concernant les problèmes économiques, au-dessus des problèmes de santé même au milieu d'une pandémie, les gens donnent la priorité aux problèmes qui peuvent être hors du radar des indicateurs classiques pour mesurer le bien-être social.

2. L'identité pourrait être l'un des facteurs contribuant à la compréhension des problèmes complexes des citoyens tels que la polarisation [48]**:** il est nécessaire d'élargir l'analyse de la réalité pour expliquer des phénomènes non moins complexes qui se produisent même lorsque leurs déclencheurs sont laissés sans effet [49][50]

3. Les troubles sociaux sont influencés par des causes endogènes et exogènes : L'exemple du mouvement *La vie de Noires compte* ne nous amenait pas à prévoir l'adhésion mondiale qu'un événement atroce pouvait connaître, mais qui s'est produit à un moment où les gens étaient sous la pression et l'incertitude d'une crise sanitaire mondiale qui ne serait pas résolue de sitôt. La question se pose naturellement lorsqu'on se demande si des problématiques d'une autre nature pourraient également provoquer des positions de masse.

Le fossé technologique : citoyenneté et e-Citoyenneté

La vitesse des changements provoqués par l'hyper connectivité est inversement proportionnelle à la vitesse de réponse des gouvernements et des institutions. ***Ce manque de synchronicité est un facteur de polarisation supplémentaire.***

En d'autres termes, les manifestations ne sont pas un phénomène nouveau, ce qui est nouveau est les troubles sociaux qui s'intensifient même hors des frontières des pays, à une grande vitesse accélérée par les nouvelles technologies. Cela a été mis en évidence vers la fin de 2019 avec des manifestations qui ont eu un impact non seulement sur la gouvernance d'un pays, mais aussi sur d'autres pays différents qui craignaient un effet domino[51].

Le fossé technologique est une réalité. **32 % de la population d'Amérique latine et des Caraïbes, soit 244 millions de citoyens, n'ont pas accès aux services Internet** et environ **77 millions de personnes manquent de connectivité respectant les normes de qualité minimales**[52]. Le manque d'accès et de connectivité est une barrière technologique, mais aussi une frontière dans l'accès à la santé, à l'éducation, aux services sociaux, au travail et à l'économie[53]. Avec la crise de la COVID-19, ceci a été mis en évidence par des chiffres alarmants concernant également l'accès à l'éducation et à d'autres secteurs.

Ce qui précède, cependant, coexiste avec d'autres données tout aussi impressionnantes. Jusqu'en juin **2019**, l'**Amérique latine et les Caraïbes** comptaient avec presque **454 millions d'internautes, contre un peu plus de 300 millions en 2013**. Du point de vue technique de la participation citoyenne, nous savons que ces millions de citoyens, que nous baptisons ***l'e-Citoyenneté,*** créent du contenu quotidien pour des entreprises comme Twitter, Facebook, Instagram et autres. Dans ces contenus, dont dépend la vie de ces entreprises, les opinions, les perceptions et le mécontentement sur Internet sont également renversés. Cette même **e-Citoyenneté recherche sur Google plus de 30 000 questions par seconde** [54], partagent plus de **4,5 milliards de photos et un milliard de vidéos** par jour, selon les statistiques de 2017 seulement [55].

L'analyse de ces chiffres nous a appris **l'utilisation éthique des données ouvertes publiées sur les réseaux et sur Internet,** en plus de faire fonctionner les plates-formes qui les prennent en charge, cela permettrait également de **contribuer à améliorer les processus de prise de décision, la conception des politiques publiques, à prioriser les investissements après les catastrophes naturelles, à comprendre les opportunités locales, en comprenant les perceptions et les préoccupations des gens**.

La pertinence de notre travail dans l'utilisation éthique de données massives est liée à l'utilisation massive que les citoyens font des nouvelles technologies dans les réseaux sociaux. **Les faibles coûts de transaction ont ajouté un autre facteur pour favoriser une capacité organisationnelle où les gens expriment leur inconfort, leurs idées et leurs perceptions, comme nous l'avons vu, en un temps record**. Cela a eu un impact non seulement sur la politique gouvernementale et les processus décisionnels, mais aussi sur le secteur privé et sur la formation de la société civile elle-même[56].

Enfin, en termes d'opportunités, lors de crises aussi graves que la COVID-19, le rôle critique que jouent les citoyens est également perçu. Encore une fois, le rôle des technologies et l'importance de cultiver la confiance surtout avant que les urgences ne se déclenchent sont aussi mis en évidence. Effectivement, sans la participation de chaque citoyen, il sera impossible d'*aplatir toute la courbe* que nous trouverons devant nous.

Analyse de mégadonnées civiques : CiviClyticCs

Lorsque la pandémie a éclaté, au milieu d'une grande volatilité, nous savions que nous devions apprendre ce qui arrivait aux gens. Pour y parvenir, nous avons dû réfléchir à toute vitesse et répondre aux problèmes, nous avons innové sur deux fronts.

iadb.org/en/civil-society/home

1. Changer la logique de notre travail :

Toujours en gardant l'objectif de comprendre « ce qui fait mal » aux gens, nous avons décidé qu'au lieu de fournir des réponses exclusivement dans une perspective habituelle de travail, **nous devions écouter et entendre rapidement et massivement ce que le public exprimait**. Comme nous avions déjà l'expérience et la perspective de la planification d'une participation citoyenne efficace[57], nous nous sommes concentrés sur l'identification de la manière d'atteindre le plus grand nombre de citoyens possible. Nous avions déjà des méthodologies de sondage qui, bien qu'excellentes, écoutent les citoyens sur des paramètres d'analyse préétablis. Ils apportent une valeur inestimable pour comprendre la réalité, mais ils ne nous disent cependant pas ce que les citoyens parlent de leur stimulation personnelle et de la catégorisation des priorités. Ces données sont essentielles pour comprendre les échecs de prévision. Grâce à la technologie, nous avons conçu un outil d'Intelligence artificielle (IA) en CivicLytics pour atteindre des millions de personnes grâce au traitement et à l'analyse des données ouvertes partagées par les citoyens sur Internet.

En juin 2018, le Groupe de la BID a approuvé sa stratégie d'engagement Groupe BID-société civile, comme résultat de plusieurs années d'accumuler de réussites et d'échecs compilés dans une feuille de route pour inclure la population et ajouter de la valeur à l'avance des programmes de développement des gouvernements, une meilleure mise en œuvre des opérations du secteur privé, et le renforcement de la société civile et de la population.

2. Mobiliser les ressources économiques et humaines externes :

En connaissant la **dimension de la crise, nous savions qu'aucun gouvernement, donateur, ou organisation multilatérale ne pourrait faire face et y répondre à tous les problèmes** qui se sont multipliés en quelques semaines seulement. Afin de mobiliser des ressources extérieures à la Banque, nous nous sommes rendu compte que si nous donnions accès à la connaissance des besoins des populations, nous pourrions ajouter d'autres partenaires et multiplier les possibilités d'apporter une solution. C'est pourquoi nous avons décidé d'ouvrir les données aux gouvernements nationaux, locaux et municipaux ; *les entreprises d'innovation en démarrage,* à des analystes de données qui pourraient télécharger les données et travailler de manière autonome sur la solution.

Ainsi, avec le sondage, le traitement et l'analyse éthique de données massives **nous avons pu voir les premiers signes d'urgence** de **l'insécurité alimentaire dans les zones pauvres** de **Caracas** comme Petare ou la **Guajira** Colombienne, modéliser et visualiser des problèmes civiques complexes, travailler à la création d'indicateurs citoyens plus stables. Nous avons partagé une partie de ce travail en structurant les grands enjeux des *120 premiers jours de la pandémie*[58]. Par exemple, la population de **Bahamas, Barbade, Guyane, Jamaïque, Suriname et Trinité-et-Tobago** a fait tout son possible pour soutenir les entreprises locales dirigées par des Noirs ; le mouvement #BlackLivesMatter a dénoncé une tendance au racisme systémique et une critique ciblée des inégalités dans la police. En **Argentine, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay**, le confinement a déclenché des problèmes de santé mentale chez les citoyens, marquant des différences de sujets, même entre les pays voisins par rapport à des préoccupations économiques différentes. D'autre part, en **Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou** et **Venezuela** la flexibilité des mesures a généré des pics de doutes chez la population, la peur de la contagion sur les marchés urbains au Pérou, la réinvention des économies andines après 3 semaines à la maison.

Les citoyens participent activement, mais ils ne le font pas comme prévu dans une perspective de gouvernance classique.

Infodémies et autres « para pandémies »

*En **2018** le Latinobaromètre a indiqué que **77 % des citoyens d'Amérique latine ne croyaient pas en leurs institutions.** Dans certains pays, ce nombre a atteint 78 % de perception négative. Un an après ces sondages, des manifestations massives se sont déclenchées dans des pays comme du Chili qui est considéré comme l'une des démocraties les plus fortes de la région [59].*

Du point de vue de la participation citoyenne comme nous l'avons indiqué dans d'autres sièges et dans cette même publication, *La perception est devenue la réalité*. Plusieurs études de cas montrent comment la **perception d'un sujet, surtout s'il est multiplié par des millions de personnes, a un impact (et modifie) la réalité**. La pandémie de la COVID-19 a une fois de plus mis cela en évidence. Ainsi, la perception du risque d'insécurité alimentaire a conduit au pillage des supermarchés et à des difficultés d'accès au matériel sanitaire domestique dans divers groupes sociaux.

En 2020, marquée par la pandémie et les conséquences de la COVID-19 non seulement dans le domaine de la santé, mais aussi dans les domaines social, culturel, politique et économique, l'Organisation mondiale de la santé[60] (OMS) a identifié « l'***infodémie*** » *ou la surabondance d'informations* et les perceptions conséquentes de la réalité en tant qu'**épidémie silencieuse** en croissance et transcendante des mesures de prophylaxie aux plaintes de complot international tout au long de la pandémie en la reliant à l'utilisation d'antennes de télécommunications directement avec la pandémie. Lors d'échanges avec l'OMS et des centaines de participants à travers le monde, où, en tant que panélistes, nous avons expliqué l'approche innovante que nous avions donnée à l'outil d'IA, CiviClytiCs. Nous avons inclus l'impact des fausses nouvelles, mis en évidence par des émeutes dans une ville colombienne, lorsqu'une fausse nouvelle s'est propagée à propos d'un supermarché qui serait pillé, poussant plusieurs voisins à sortir pour l'éviter.

Un autre bon exemple, à des effets très différents, a été fourni par des millions de données identifiées dès la première semaine de CivicLytics, ce que nous avons appelé la « **para-pandémie** ». Les gens se sont massivement tournés vers Internet (réseaux sociaux, articles de presse, *boîte de discussion*, blogues) **pour signaler les cas de violence domestique**, où de nombreuses victimes (femmes, garçons, filles et dans certains cas des hommes), se conformant aux directives de confinement social, ont été piégées avec des hommes et des femmes violents. De nombreux gouvernements ont pu réagir quelque temps plus tard à ces données en mettant en œuvre des protocoles d'urgence dans des endroits comme les pharmacies pour activer une protection sûre pour les victimes.

Comme nous l'avons mentionné, nous avons vu des signes d'insécurité alimentaire dans des régions de **la Colombie** et **le Venezuela**. Ce qui est précieux dans ces cas de circulation de l'information véridique est que l'alerte n'est pas forcément venue de ceux qui souffraient de situations d'insécurité alimentaire ou de violence, mais plutôt par des signalements d'autres membres de la communauté à travers les réseaux sociaux. Lorsque, au milieu des mesures de confinement, s'est produit le meurtre de George Floyd,[61] des milliers de citoyens des Caraïbes ont signalé des cas qu'ils classaient comme racisme systémique et ont adopté un mouvement tel que « Black Lives Matter » dans leur propre pays[62]. Dans d'autres pays, en particulier dans leurs villes frontalières, les **commentaires xénophobes** contre **la vague d'immigrants se sont multipliés**. Nous nous sommes concentrés sur le suivi non seulement des personnes déplacées, mais aussi **des besoins et des urgences des communautés d'accueil où la pression et la concurrence pour l'accès et l'utilisation des mêmes ressources augmentaient : accès à l'eau, à Internet, même aux hôpitaux locaux** où l'immigrant est surtout perçu comme un vecteur de contagion.

1

La participation citoyenne dans les nouveaux schémas de gouvernance publique et le besoin d'être bilingue

Une approche descendante et de mécénat envers la citoyenneté devient vague, non pas parce que les gens ne souhaitent plus ce type de modèle, mais parce que plusieurs de ces changements ont déjà eu lieu.

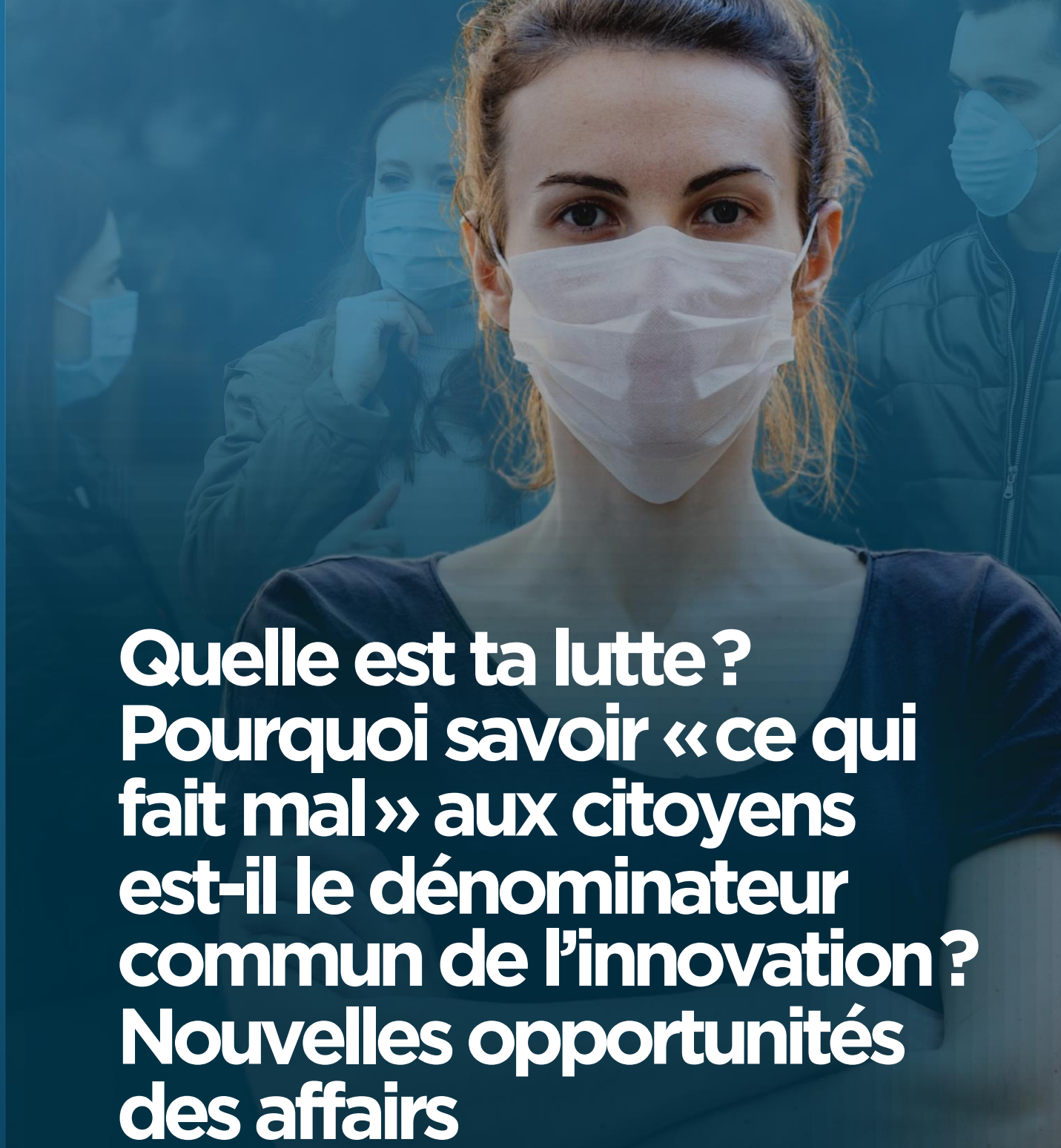
Dans une analyse publiée par la Harvard Business Review[63], Jeremmy Heimans et Henry Timms ont discuté des changements dans les structures de pouvoir. À notre avis, ce qui est vraiment en changement, et à grande vitesse, sont les modèles de gouvernance par l'influence d'une participation citoyenne qui se fait sentir. Si l'on prend en considération qu'en raison de la pandémie, l'alphabétisation technologique attendue dans 5 ans a été atteinte seulement en 8 semaines[64], il est alors possible que même des situations défavorables puissent occasionner de nouveaux modèles civiques. Il convient de s'attarder sur cette transition vers ce nouveau modèle de gouvernance :

La gouvernance classique, centralisée et détenue par quelques-uns dans un système de gouvernement descendant, qui s'autoentretient.	contre →	***la nouvelle gouvernance sans leadership défini et entre les mains de nombreuses personnes qui se rassemblent et se séparent avec une grande fluidité.***

Aucune des deux structures n'est définitive ou meilleure. Cependant, ce qui est indéniable est que *la participation massive a gagné du terrain et a ébranlé sur le rôle classique des organisations de la société civile en les remplaçant pour des citoyens qui s'organisent sans recourir à intermédiaires*. Dès lors, le besoin d'en parler **les deux langues, dans un monde qui est en train de changer plus rapidement que jamais, souvent dans l'espace de semaines voire de jours**.

Améliorer la capacité des **gouvernements, du secteur privé, et la citoyenneté à interagir diligemment entre eux semble être l'une des solutions pour ce qui est à venir.** Des **entreprises et industries, ainsi qu'une masse critique d'organisations de la société civile** ont déjà exploré de nouveaux systèmes de gouvernance. Ils ont établi de nouveaux principes directeurs et des normes volontaires pour la mise en œuvre de grands projets d'infrastructure ou d'extraction, autant du point de vue des risques que des opportunités, afin de générer et de maximiser les résultats et des impacts positifs[65][66].

Il semblerait que cette réalité n'a pas de retour en arrière. Les manifestations qui ont eu lieu pendant le confinement exigeant de profonds changements sociaux, ou l'ampleur prise par des mouvements antiracistes ou contre la violence de genre tel #NiUnaMenos ou #MeToo semblent indiquer que les citoyens ont acquis un rôle dont les conséquences sont à être étudiées. Une chose est certaine, il **s'agit d'un phénomène qui s'est enraciné et qui croît de façon exponentielle**.



Quelle est ta lutte ? Pourquoi savoir « ce qui fait mal » aux citoyens est-il le dénominateur commun de l'innovation ? Nouvelles opportunités des affairs

Les preuves montrent qu'une connaissance du tissu social, en particulier des besoins des gens, de leurs luttes, de leurs besoins de progrès, ainsi que de la dynamique du contexte local, favorise l'identification de nouvelles approches.

Lorsque ces nouvelles approches viennent d'un esprit fertile, nous sommes confrontés à la création de marchés d'innovations révolutionnaires. Ces innovations génèrent non seulement des opportunités commerciales lucratives, mais elles développent également des territoires et améliorent la qualité de vie des gens[67].

Dans son livre *The Prosperity Paradox*[68], le Professeur de la Harvard Business School, *Clayton Christensen*, considéré comme le penseur le plus influent du monde en 2011 et 2013[69], donne de la lumière sur **une opportunité disruptive qui existe lorsqu'au lieu de voir les citoyens comme de simples chiffres de pauvreté, trop peu éduqués ou manquant de ressources pour accéder aux services, on se concentre plutôt sur l'opportunité commerciale pour répondre à leurs besoins.** Dans sa théorie, « *Travaux à faire* », Christensen explique qu'il ne peut y avoir de processus innovants sans **connaître les citoyens d'une région donnée, leurs besoins, « ce qui leur fait mal », « ce qui les inquiète »**. Dans deux études de cas, il a été démontré que plusieurs facteurs doivent concorder : (i) acquérir **une connaissance approfondie des besoins et du fonctionnement du contexte local ; (ii) donner accès** à un produit ou service auparavant indisponible ou inaccessible, **à un public jugé trop pauvre ou peu éduqué pour être considéré comme un marché de consommation** ; (iii) promouvoir des modèles commerciaux basés sur la rentabilité plutôt que sur la croissance, par exemple en tirant parti de l'utilisation des technologies existantes.

Fondamentalement, cette approche est une alternative à la façon traditionnelle d'interagir avec les citoyens par l'entremise d'une approche de mécénat et descendante, avec un certain mépris de la proximité et une priorisation des macro-tendances. Dans cette nouvelle perspective, **comprendre les besoins et luttes des citoyens fait la différence une bonne idée et une idée d'innovation qui a le potentiel de tirer parti de ses propres progrès par la création d'emplois**

En effet, *identifier les segments de la population vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté*[70], — un nombre exorbitant et croissant de la population dans de nombreux pays — offre aussi l'avantage de les considérer en comme sujet et solution pour sortir de la pauvreté et générer du développement territorial.

Pour mieux comprendre cette approche, nous avons trouvé trois exemples qui peuvent illustrer l'idée sous-jacente et expliquer comment une prise de conscience des besoins civiques a fait une différence résultant en la création d'emplois et dans de nombreux cas dans des entreprises de plusieurs milliards de dollars :

Las Clínicas del Azúcar

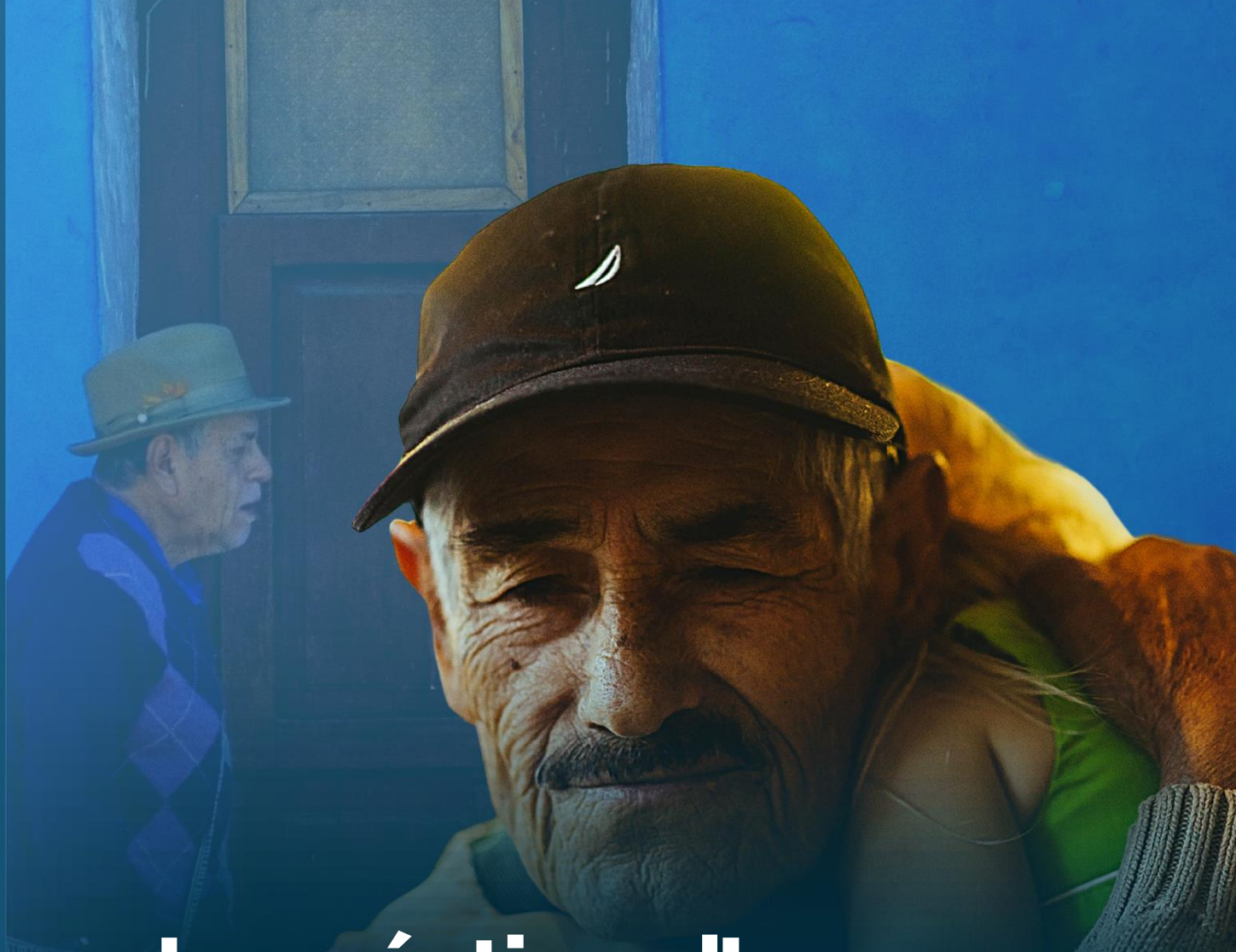
Les ***Clínicas del Azúcar,*** au Mexique, sont un exposant de la constitution d'un nouveau marché pour **le développement de services de santé destinés aux personnes à faibles revenus, principalement affectées par les effets du diabète tel que la cécité et les amputations**. Le modèle de Clínicas, axé sur la satisfaction des besoins spécifiques de ce groupe de citoyens, permet à ces citoyens d'accéder à des services médicaux de haute qualité, à des soins psychologiques et à un suivi personnalisé à un prix abordable. L'initiative **a réussi à réduire les coûts de la santé publique**, ainsi que **les effets irréversibles de la maladie de 60 %** [71].

MicroEnsure

MicroEnsure a été le pionnier de la création d'assurances innovantes qui **répondent aux besoins des citoyens à revenu faible et moyen des marchés émergents**. Après des années de conception et d'expérimentation de produits pilotes, MicroEnsure a opté pour ***des microassurances*** **offertes aux personnes vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté,** une couverture complète et intégrale, mobilisant des ressources externes telles que les compagnies de téléphone, les banques et les institutions de microfinance pour accéder à l'assurance. Aujourd'hui, MicroEnsure offre couverture à plus de **56 millions de citoyens**[72]. En 2015, il a remporté le prix de *Financial Times* pour les entreprises transformatrices[73].

Airbnb

Airbnb est un autre représentant incontesté de l'innovation disruptive. Nous l'incluons et faisons le lien avec la participation citoyenne, car, malgré sa portée globale dans le secteur de l'hôtellerie, Airbnb n'a aucune propriété à son nom. Ce sont les usagers — par leur participation active à la plate-forme — qui la maintiennent en fonctionnement. **Airbnb s'est concentré sur un besoin sous-jacent de millions de citoyens qui n'était pas évident**. Au départ, son modèle économique permettait à un segment précis de citoyens, guidé par de bas prix, d'accéder à des hébergements qui ne concurrençaient pas l'offre hôtelière. Des années plus tard, la gamme de produits qu'Airbnb propose via sa plate-forme en ligne est très diversifiée, se connectant avec le consommateur d'aujourd'hui et répondant aux besoins des clients les plus exclusifs. En 2013, **cinq ans seulement après le début des opérations, 9 millions de personnes proposaient et utilisaient ses services, créant de nouveaux emplois** [74].



La création d'un climat confiance et les schémas de gouvernance

Notre expérience nous dit, et cela est démontré par des expériences de cas que l'unité d'analyse pour comprendre ces besoins n'est pas nécessairement la personne concernée, au moins non du point de vue d'une approche de questionnement classique.

Bien que cela soit contre-intuitif, les gens ne savent pas toujours pourquoi ils utilisent tel ou tel service, ou pourquoi ils choisissent un gouvernement ou un chef. À plusieurs reprises, la raison sous-jacente est reliée à l'identité et l'idée que l'option choisie les aidera à progresser.

Alors, nous avons examiné **sous différents angles pour évaluer la manière dont le rôle de la citoyenneté génère des impacts et change les schémas de gouvernance**. Une de ces perspectives était d'identifier les bonnes pratiques qui pourraient être reproduites. L'autre était la présomption que **la confiance soit un bien neutre que les citoyens accordent aux gouvernements, à leurs pairs, aux entreprises ou aux chefs religieux**. Nous avons identifié un nombre de bonnes pratiques qui cherchent à accroître la transparence et permettent aux citoyens ou aux entités organisées de réutiliser les données en développant des applications pour le bien commun (voir encadrés 3 et 4)[75].

Cas de participation citoyenne avec les industries et de renforcement de la confiance

La Mesa de buenos Vecinos de la Sierra Gorda, au Chili, est un bon exemple de renforcement de la confiance avec le secteur privé. La *Mesa* a été créée comme *instrument communautaire de prise de décision, de gestion des attentes et de prévention des conflits entre la communauté et les sociétés minières opérant dans la région*[76]. Après plus d'une décennie de fonctionnement, les entreprises minières soulignent son rôle en tant que conduit d'informations vers et depuis les citoyens, et dans le développement d'une vingtaine de projets communautaires collaboratifs à fort impact pour la population locale.

Cas de renforcement de la confiance avec le secteur public

Au Mexique, la Commission nationale des aires naturelles protégées a promu la *conception de stratégies d'adaptation au changement climatique dans les espaces naturels protégés*, à travers des instances de participation dans lesquelles des institutions publiques, des organisations de la société civile et des universités ont été invitées. Ces espaces d'échange ont permis de développer un programme d'adaptation basé sur une plus grande coopération grâce à la génération d'un climat de confiance entre tous les acteurs intervenants[77]. Par ce processus, il a été possible de développer 15 stratégies d'adaptation qui ont été accompagnées de l'application d'un outil d'analyse de la vulnérabilité sociale. Ceci a permis d'identifier les vulnérabilités climatiques de manière sensible au genre et aux priorités des femmes dans les questions d'adaptation au changement climatique.

Données ouvertes pour l'inclusion et la transparence dans la région de l'ALC

En Argentine, le Sous-secrétariat pour l'Innovation publique et un gouvernement ouvert, du ministère de la Modernisation a décidé de soutenir les équipes de travail des provinces ou des collectivités locales dans la conception et la mise en œuvre de politiques de données ouvertes. Le Groupe IDB, en collaboration avec ILDA[78], une organisation non gouvernementale dont l'objectif est de collaborer avec la communauté latino-américaine des données ouvertes, a mené un *processus de cocréation avec les provinces qui souhaitent à mettre en œuvre une politique d'ouverture des données*. Le principal objectif de ce processus était d'identifier les besoins et les défis auxquels sont confrontées les municipalités et les provinces lors du lancement des processus d'ouverture, ainsi que de concevoir un guide d'ouverture au niveau infranational[79]. Ce guide contient les critères de base pour mener une politique d'ouverture et quelques références de bonnes pratiques nationales et internationales, une liste de *jeux de données* afin d'établir des priorités et des outils pour se connecter avec les principales entités de la société civile.

Mégadonnées pour le développement de modèles urbains durables[80]

La Fondation Getulio Vargas, avec le soutien du Groupe de la BID, a développé un modèle pilote reproductible et évolutif, de la gouvernance des mégadonnées pour les villes de São Paulo (Brésil), Miraflores (Pérou), Montevideo (Uruguay), Quito (Équateur) et Xalapa (Mexique). Les *modèles de gouvernance développés faciliteront l'accès aux mégadonnées orientées* à la prise de décisions liées à l'amélioration de la *gestion urbaine et l'évaluation de l'efficacité des politiques publiques.*

La confiance est un bien. Si les citoyens ne font pas confiance au gouvernement, où la placent-ils ?

Du point de vue technique de la participation citoyenne, nous avons vu des résultats de sondages alarmants[81] : 77 % des Latino-Américains ne font pas confiance à leurs gouvernements, et un 45 % ne crois pas que les institutions protégeront leurs droits. Ce qui nous confronte avec la question de savoir, où se situe la confiance des citoyens ?

Nous pensons que la croissance potentielle et l'influence des institutions religieuses[82], *et des réseaux sociaux perçus comme des outils neutres pourraient être parmi les réponses d'où la confiance des citoyens est dirigée.* Des études de cas montrent que la **planification de la participation communautaire/citoyenne** où un processus de **proximité avec les gens au fil du temps**, contribue à générer de la **confiance** [83].

Les exemples suivants accentuent le besoin de mobiliser toutes les ressources possibles pour sortir les gens de la pauvreté. Il sera essentiel de contribuer à la construction de solutions durables, d'identifier ce qui a été bien fait pour l'appliquer aux scénarios qui viendront [86].

Nous savons que la confiance génère toutes sortes d'avantages éprouvés. Les *citoyens font confiance à leurs gouvernements lorsqu'ils peuvent fournir des services publics de qualité, mais aussi lorsqu'ils sont capables d'anticiper les nouveaux besoins et d'y répondre*. La confiance influence également la durabilité d'un projet et aide à contenir les risques. Lorsque nous sommes confrontés à des urgences sanitaires, la confiance s'avère cruciale. Dans le cas de la pandémie COVID-19, la courbe pouvait seulement être aplatie avec succès que lorsque plusieurs facteurs convergent, surtout, un citoyen comptant sur les efforts de ses dirigeants.

Comme nous l'avons déjà mentionné, **la confiance est un atout qui est placé dans les dirigeants et/ou les institutions religieuses et/ou les groupes et/ou les pairs**. Pour la mesurer, il est nécessaire de définir clairement le type de confiance à analyser : confiance dans le gouvernement, confiance sociale, confiance interpersonnelle ou autres concepts connexes tels que la légitimité ou le capital social[84]. *L'absence de consensus et l'énorme variation qui existent dans le type d'interventions participatives, les contextes locaux et les résultats justifient davantage le besoin de développer des théories claires pouvant être prouvées par des tests méthodologiquement rigoureuses.*

Dans un contexte de santé post-crise, les prévisions sont sombres. On estime que 17 millions d'emplois seront perdus, plus de 3,4 millions de personnes seront des immigrés, 43 millions entreront dans la pauvreté et 53 millions tomberont de la classe moyenne. À l'égard de la participation citoyenne, nous croyons que ces millions de personnes auront leur sens de la dignité, l'autonomisation, la visibilité et la confiance sévèrement dégradée [85]

Comprendre la pertinence décisive de la confiance dans les dispositifs de gouvernance publique et **les changements causés par la nouvelle participation citoyenne hyperconnectée et capable de s'organiser spontanément en temps record sans leadership défini, mais derrière un « mot-clic », nous a permis de nous rendre compte du besoin d'approfondir dans cette relation de facteurs**. Ainsi, en collaboration avec différentes universités, nous avons mené des expériences d'économie comportementale[87] *pour soutenir le meilleur processus de prise de décision dans un contexte que nous connaissons, il est essentiel que des ressources déjà rares soient investies de la manière la plus efficace possible*. Trois expériences donnent les premiers résultats :

1. *BA Elige :* Programmes pour améliorer les villes grâce aux citoyens.

Résultats :

- Le programme **améliore l'évaluation des citoyens à l'égard du gouvernement**.
- Le programme **ne change pas l'appréciation de la transparence** ou l'efficacité du gouvernement.
- Le programme change légèrement la perception sur la façon dont le budget est exécuté.

2. *Engagements publics Buenos Aires :* diffusion des engagements publics.

Résultats :
° **Améliore et a un effet positif sur l'évaluation** de la population **envers le gouvernement de la ville**, lorsque celui-ci **montre ce qu'il prévoit faire et montre ce qui a déjà été fait**.

3. *Esa es mi cuadra :* des récompenses individuelles données aux voisins qui gardent leur rue propre.

Résultats :
° **Il n'y a aucune preuve statistique** pour prouver que **les récompenses individuelles améliorent le comportement de la population.**
° Les **récompenses individuelles semblent jouer contre** l'organisation **communautaire.**

Comme mentionné avant, il est essentiel de comprendre les différentes significations des concepts de confiance et de participation citoyenne au niveau institutionnel et individuel. Nous avons observé une variation considérable **dans la manière dont les mécanismes participatifs institutionnellement conçus et la manière dans laquelle les citoyens perçoivent ce qu'ils attendent des institutions participatives**[88].

« Les institutions participatives possèdent deux composantes principales : leur conception institutionnelle et la structure d'incitation sous-jacente. La compréhension de la conception institutionnelle et de la structure d'incitation des institutions participatives est pertinente dans tous les contextes, mais elle est particulièrement importante lorsque les résultats ont un intérêt politique »[89].

Par exemple, **des variations dans la conception institutionnelle ou dans les attentes des citoyens auront comme résultat des expériences différentes.** Donc, **le mappage des structures d'incitation peut être utile pour comprendre les variables médiatrices qui déterminent l'impact de la participation sur la confiance politique.**

Compte tenu des variations entre le contexte et la conception de différentes études, décrire de façon précise les mécanismes de gouvernance participative est essentiel si nous voulons généraliser et appliquer ses résultats à d'autres contextes[90].
Le travail mené en Amérique latine est incroyablement détaillé et complet, peut-être plus que le travail dans d'autres contextes. Fait intéressant, contrairement aux travaux effectués ailleurs, il existe très peu de preuves expérimentales sur quelconque des sujets abordés jusqu'à présent. *Un problème majeur par rapport aux preuves disponibles est la difficulté d'attribuer clairement la causalité en raison de l'absence commune d'un groupe témoin clairement défini.*

1

Qu'est-ce qui génère la participation citoyenne, les cadres réglementaires des gouvernements ou la réponse aux besoins civiques ?

The evidence collected suggests that participation is not triggered by regulatory frameworks, or at least not those that seek citizen engagement per se within a classic governance model.

Bien que ça soit une bonne façon d'évaluer la relation entre un gouvernement et ses citoyens, le schéma est loin d'encourager la participation.

La plupart des gouvernements de la région ont approuvé des cadres réglementaires qui encouragent la participation dynamique de la société civile[91], L'évidence indique qu'un *niveau plus élevé de participation citoyenne dans les institutions* se traduit par : (i) de meilleurs résultats en matière de politiques sociales, en acquérant des connaissances spécialisées sur les besoins réels des populations les plus vulnérables ; et (ii) dans l'approfondissement de la démocratie, en donnant la parole aux groupes marginalisés ou vulnérables[92].

Ces dernières années, des chercheurs comme Lindsay Mayka ont remis en question l'efficacité des cadres réglementaires et juridiques à promouvoir une plus grande participation citoyenne, par eux-mêmes.

Dans son livre *Building Participatory Institutions in Latin America* [93], Mayka souligne que le succès des réformes politiques réside dans l'existence d'une coalition transversale de groupes d'intérêts qui exigent la mise en œuvre effective de ces réformes. Dans sa thèse, Mayka illustre les cas du Brésil et de la Colombie pour étayer ses arguments. Le contraste et la comparaison des deux répondent à la question et concluent que **l'équation est l'opposé de ce à quoi l'on pourrait s'attendre de la gouvernance classique : lorsqu'un service fourni répond aux besoins civiques, la participation surgit spontanément.**

Au Brésil, les réformes juridiques qui ont conduit à la création de conseils de santé[94] ont été soutenues par un large éventail d'acteurs sociaux (professionnels de la santé, municipalités, syndicats et élites du pays) et ont un degré élevé de durabilité.

En Colombie, les conseils locaux de planification ont été créés en 1991 sous la protection de la loi et, aujourd'hui, ils sont établis dans la moitié des municipalités du pays. Cependant, le manque d'incitations ou de motivations pour les citoyens afin de promouvoir et de renforcer l'institutionnalisme des conseils locaux a entraîné leur faible fonctionnement et fonctionnalité .

L'inclusion civique : lorsqu'une planification citoyenne efficace ajoute de la valeur

Lorsque des conflits sociaux surgissent, ***58 % des projets d'infrastructure*** *[95]* ***éprouvent des dépassements de coûts. Ces dépassements de coûts atteignent 69 %*** *[96]**, ou environ 1179 millions USD, et du retard qui peut être de 5 ans en moyenne.*

À même temps, **46 % des conflits surviennent au stade de la faisabilité, de la planification et de la conception.** Une planification citoyenne efficace dans le processus de conception de nouveaux produits, de projets ou de programmes politiques, a le potentiel d'obtenir des résultats plus équitables et durables, contribue à atténuer les risques de conflit associés dans les projets, augmente les chances de succès des impacts positifs et peut réduire les coûts associés aux conflits potentiels [97]. La région donne plusieurs exemples de bonnes pratiques, nous en détaillons quelques-uns :

Inclusion citoyenne et environnement : Stratégie de réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation (REDD+)

Dans le cadre de l'élaboration de la Stratégie REDD +, au Costa Rica, des processus de dialogue — ateliers d'information — consultations préalables ont été menés en personne et en ligne des mesures spécifiques ont été prises pour inclure des groupes de femmes, des représentants des peuples autochtones et de petits producteurs forestiers. Une innovation issue de l'atelier d'évaluation stratégique environnementale et sociale a été la demande des groupes autochtones de mener des processus indépendants, pour lesquels le Programme national des médiateurs culturels a été conçu et mis en œuvre[98]. Grâce à cela, il a été possible d'articuler des espaces de discussion avec les membres de la communauté sur REDD + incorporant les éléments culturels et la vision cosmogonique des peuples autochtones dans au moins six des huit peuples autochtones du pays.

LA participation des jeunes : nouveau programme d'offres d'emploi pour les jeunes (NEO).

L'initiative NEO vise à corriger le décalage entre les besoins des entreprises et les caractéristiques des programmes de formation traditionnellement proposée aux jeunes citoyens. NEO a créé un écosystème d'employabilité comme espace stratégique de partenariat multisectoriel entre les acteurs possédant le pouvoir d'influencer les politiques publiques d'employabilité des jeunes. L'écosystème d'employabilité a permis d'atténuer certaines réticences initiales des entreprises du secteur privé qui ont refusé de participer à des actions organisées exclusivement par des institutions publiques. À même temps, il a permis d'enrichir les programmes de formation professionnelle et d'orientation avec des méthodologies innovantes issues de l'expertise technique propre aux citoyens afin de répondre aux besoins préalablement identifiés de la population et du secteur privé. À ce jour, NEO a mobilisé plus de 5 500 entreprises qui proposent des stages et des emplois aux jeunes de la région.

Dans tous les cas, le dénominateur commun de ces initiatives est la connaissance et l'inclusion des besoins des citoyens, ce qui permet le développement des idées et de déterminer **le besoin d'une personne pour du progrès qui justifie un changement dans son comportement.**

D'une part, *l'implication des citoyens contribue à l'autonomisation locale dans la gestion des ressources, avec des outils tels que le suivi participatif, la responsabilité et la transparence des processus d'achat*, entre autres[99]. Pour ce suivi participatif, qui interprète dans de nombreux cas le besoin de transparence de la part d'un citoyen attentif à l'égard des investissements publics, il a été mis à profit sur des plates-formes technologiques. Certains des principaux exposants sont MapaRegalías, MapaInversiones et la plate-forme de géoréférencement, WiConnect.

Plates-formes de suivi participatif des investissements publics pour ajouter des ressources.

CivicLytics *« l'analyse de Mégadonnées »* est un observatoire citoyen d'intelligence artificielle (IA) qui se concentre sur l'écoute, l'analyse et le traitement de millions de perceptions et de préoccupations des citoyens. Il soutient des processus de prise de décision plus inclusifs, promeut les écosystèmes d'investissement dans certains domaines et contribue à une meilleure conception des politiques publiques et des opportunités d'innovation.

MapaInversiones est une plate-forme de visualisation et de gestion de données dont l'objectif est de promouvoir la transparence et l'efficacité des projets d'investissements publics, du recrutement de l'état, ainsi que la traçabilité des ressources publiques transférées par le gouvernement central et administrées par les gouvernements régionaux et locaux. Cette initiative a inclus dans toutes ses versions des modules qui permettent la participation directe des utilisateurs au niveau de la consultation et de la génération collaborative d'informations, après l'identification et création d'un dossier, sur la plate-forme. Une fois enregistrés, les utilisateurs peuvent accéder aux informations et interagir avec les agents d'exécution ou les entités chargées du suivi des investissements publics en soulevant des questions, des propositions et des commentaires.

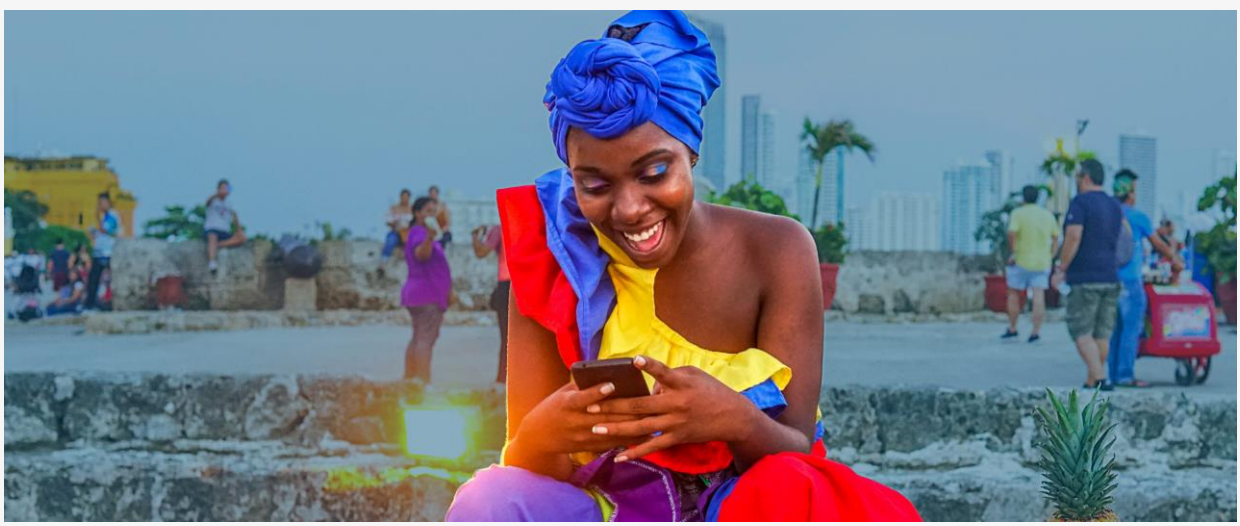
MapaRegalías est le pilote du secteur extractif de l'initiative « MapaInversiones ». En Colombie, en un an depuis sa mise en œuvre l'introduction de « MapaRegalías » a permis d'augmenter l'avancement physique des projets de huit points de pourcentage. De même, le nombre d'irrégularités détectées dans des projets et signalées à une institution de contrôle est passé de 57 en 2013 à plus de 1000 en 2016.

Pour sa part, « WiConnect » permet de savoir qui fait quoi, où, et comment, dans les différents pays d'Amérique latine et des Caraïbes, de s'associer aux initiatives et de multiplier les ressources pour créer des programmes de développement à valeur partagée avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile.

D'un autre côté, la *participation de la population dans les processus de prise de décisions répond à un besoin essentiel des citoyens : celui de se sentir autonomisé, respecté, inclus comme faisant partie de la solution et non du problème*. L'inclusion des citoyens dans les processus de prises de décisions institutionnels, des mécanismes de planification et des budgets participatifs est quelques-uns des instruments utilisés pour contribuer à la durabilité des investissements (voir encadré 12).

Socialisation et consultations pour le métro de Quito.

La construction de la première ligne du métro de Quito a été réalisée en consultation très étroite avec le public, dans l'objectif d'assurer le progrès adéquat des travaux. Cette coordination a permis de minimiser les impacts négatifs des travaux, grâce au suivi fait par les citoyens, qui sont des acteurs actifs dans la supervision du bon développement des travaux. Les assemblées tenues avec la société civile ont permis à la société Metro de Quito d'informer les citoyens sur certains impacts, et à la société civile de suggérer des recommandations à propos de : (i) les meilleures dates pour mettre en œuvre une activité spécifique (ii) des détails pour éviter d'interférer avec les commerçants (iii) des idées sur la façon dont les espaces à usage commun peuvent être fermés par étapes, afin d'éviter des impacts significatifs sur les usagers ; et (iv) les périodes de vacances scolaires.



Donnez-moi un point d'*exemple* et je soulèverai la terre.

Peut-être la façon plus effective de mettre en pratique la théorie est par l'emploi d'exemples simples. Nous avons rassemblé les bonnes pratiques[100], dans lesquelles l'inclusion citoyenne dans les actions d'information, les dialogues, les consultations publiques, la collaboration et les alliances ajoutent de la valeur aux initiatives qui peuvent être reproduites avec des exemples pratiques.

Nous avons classifié les exemples en sept catégories ou principes directeurs de bonnes pratiques : efficacité, innovation, pertinence, rapidité, transparence, accessibilité et durabilité [101]:

1. Efficacité[102]: Au **Costa Rica**, dans le cadre d'une opération d'investissement dans le secteur des transports, les citoyens ont été soutenus et encouragés à créer un groupement de Microentreprises associatives d'entretien routier, dont les travaux ont permis de réaliser des économies jusqu'à quatre fois le coût par kilomètre, par rapport à l'entretien conventionnel[103].

2. Innovation[104]: l'expérience de CivicLytics en **Amérique latine et les Caraïbes** a été reconnue par le magazine Forbes, le Conseil de l'Atlantique et d'autres médias de masse[105] non pas tant pour l'utilisation des outils d'IA que pour son approche innovante. En effet, la logique a été inversée et, au lieu de donner des réponses, des millions de personnes ont été écoutées pour apprendre et comprendre ce qui « fait mal » et soutenir l'analyse des priorités d'investissement, de politiques publiques et d'initiatives. Un autre exemple est la plate-forme ExplorerLatam, qui opère dans toute la région et qui a développé le premier mappage des technologies civiques et des initiatives de données ouvertes dans le but de générer des preuves de la valeur qu'elles génèrent dans la région. Ou WiConnect qui permet le mappage géoréférencé en direct des organisations afin de savoir dans la région qui fait quoi, où, et comment.

3. Pertinence[106] : L'Initiative régionale de recyclage, née au **Brésil, Panama et Colombie**[107], a rassemblé différents acteurs du secteur du recyclage (recycleurs, industrie du recyclage, entreprises de produits de consommation, municipalités, institutions du savoir et entités de la société civile), et a été créé comme un espace de dialogue et d'action pour initier des modèles efficaces d'inclusion économique pour les récupérateurs[108].

4. Opportunité [109] : En **Argentine**, le Guide des données infranationales a été élaboré après l'approbation de la loi sur l'accès à l'information publique no 27275, à l'initiative du gouvernement de Catamarca et avec le soutien de l'Initiative latino-américaine sur les données ouvertes. La participation citoyenne a permis d'identifier les besoins et les défis rencontrés dans le processus d'ouverture et, ultérieurement, d'adapter les outils d'ouverture des données inclus dans le Guide au contexte local.

5. Transparence[110] : Dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation (REDD +), le gouvernement du **Costa Rica** a partagé les procès-verbaux des réunions et les rapports des ateliers avec les citoyens participants. Par la suite, toutes les informations étaient disponibles en ligne, étendant le principe de transparence à tous les citoyens[111].

6. Accessibilité[112] : Le gouvernement **Mexicain** a présenté ses Contributions déterminées au niveau national, après avoir tenu des dialogues entre plusieurs acteurs, y compris les citoyens, pour la définition des objectifs sectoriels. Le gouvernement a adressé des invitations directement à tous les experts référés par les associations professionnelles et autres groupes des secteurs concernés.

7. Durabilité[113] : Le Fond pour l'Agua des Páramos a atteint sa viabilité financière grâce aux contributions des institutions et entreprises locales et des mouvements d'autochtones et paysans de la province de Tungurahua en **Équateur**.

Alors, comment prévoir une participation citoyenne efficace ?

*Le **Groupe d'évaluation indépendant de la Banque mondiale** a développé une étude comparative à propos **des questions de participation citoyenne** à l'égard de diverses institutions financières internationales et a **consolidé le leadership de la Banque mondiale ensemble et du Groupe de la BID** en intégrant ces enjeux dans leurs initiatives et opérations [114].*

L'expérience accumulée grâce à ces réussites et échecs indique qu'une planification bien structurée peut simplement faire la différence entre multiplier les bénéfices ou les soustraire avec de graves impacts financiers [115].

En effet, l'expérience et les résultats des **expérimentations causales sur les questions de participation citoyenne efficace sont des ressources très précieuses parce qu'elles incluent des histoires de réussites et capitalisent sur celles où les choses ne se sont pas déroulées comme prévu**. Pour les deux hypothèses, il n'y a pas de distinction entre les organisations de la société civile de petite et moyenne taille telles que les fondations, les associations, les groupes d'intérêt ou les agences multilatérales de développement comme le Groupe de la BID.

Planification où sont incluses les actions de :

- **Information** sur le projet basé sur des questions à propos des principales inquiétudes des citoyens (et non seulement sur ce que les agents d'exécution du projet considèrent comme pertinent). Un projet conçu en ayant recours à un mécanisme de collecte de données antérieur.
- **Dialogues** actifs et continus avec les acteurs suivant des programmes qui permettent de mesurer les progrès ;
- **Consultations publiques** dans des processus bien structurés autour de plans partagés avec le public au cours desquelles les citoyens sont écoutés par rapport aux politiques, stratégies, projets et programmes de développement ;
- **Collaboration** avec les universités, groupes de réflexion, carrefours d'innovation et/ou associations territoriales pour créer des produits de connaissance ;
- **Les alliances** pour mobiliser des ressources humaines et économiques de données massives externes, qui peuvent être appliquées dans une certaine mesure pour multiplier les impacts territoriaux positifs.

Ce qui précède, qui fait part des ressources de formation offertes par le Groupe de la BID[116], ajoute et parfois même définit, l'avancement des programmes de développement des gouvernements, la mise en œuvre d'opérations du secteur privé ou le renforcement de la société civile elle-même, en vue de promouvoir le développement territorial[117].

Une planification adéquate pour une relation stratégique avec les citoyens, une fois que les étapes précédentes ont été évaluées, se fait presque naturellement. Nous savons que lorsque la participation apporte une valeur ajoutée, plus l'impact potentiel sur le développement local et régional est grand[118].

Nous partageons une série d'exemples pour chaque niveau :

- Au niveau de l'**information** l'action de **saisir des informations** mérite une attention particulière si nous voulons identifier les inquiétudes et les perceptions des gens et déterminer « ce qui fait mal ». Cette approche a aussi été partagée par le magazine Forbes, le Conseil de l'Atlantique et des dizaines de médias de masse dans toute la région [119].

Pourquoi investir afin d'identifier des perceptions ?

Comme nous l'avons dit dans cet article **« La perception engendre la réalité »**. Il existe des centaines d'études de cas sur la manière dont la perception d'un problème, d'un parti politique ou d'une situation détermine la réalité. L'exemple le plus évident est peut-être survenu au début de l'urgence sanitaire du COVID-19, lorsque la perception d'une possible insécurité alimentaire et d'une pénurie de matériel sanitaire domestique comme le papier toilette a conduit au vidage des supermarchés dans presque tous les pays du monde.

Dans la plupart des cas, les enquêtes sont utilisées pour saisir des informations qui, suivant une méthodologie reconnue, permettent de sélectionner un groupe de personnes pour comprendre les perspectives sur un sujet spécifique. La valeur incontestable des sondages est de connaître des sujets spécifiques. Cependant, le défi à relever est que les résultats des sondages se réfèrent toujours à des informations antérieures et, en raison de leur coût, ces informations peuvent être obtenues une ou deux fois par an.

Au contraire, grâce à l'utilisation de l'IA, il est possible d'atteindre des millions de personnes en temps réel. Cependant, le défi par rapport aux sondages est que les données à elles seules laissent généralement une idée de chaos au lieu d'un attribut de valeur ajoutée. S'il est complété avec des connaissances techniques, le traitement éthique des « Mégadonnées », concernant les perceptions et les préoccupations des citoyens, permet une plus grande agilité pour ajuster, par exemple, la conception d'une politique publique ou d'une opération.

Autre excellent exemple est INFOCARBONO, une plate-forme parrainée par le gouvernement péruvien avec le soutien du Groupe de la BID qui partage des informations sur les gaz à effet de serre (GES) sont décomposées par année, secteur et méthodologie afin d'aider les citoyens et les décideurs à formuler des propositions et des plans d'action visant à réduire les émissions de GES[120].

- Le niveau de **dialogue** peut sembler être le plus évident, mais il est souvent confondu avec d'autres et, en matière de planification civique efficace, une mise en garde importante doit être soulignée. Les dialogues qui permettent de générer des sujets de valeur partagée sont ceux qui suivent un programme de travail qui permet de s'accorder sur le sujet central, la régularité, les sujets à discuter en phases, le lieu et le jour de la rencontre (en face à face et virtuelle) et le progrès. Le dialogue doit être structuré comme un échange actif, continu et régulier, comme cela s'est produit dans des tables thématiques qui permettent un échange direct entre deux ou trois acteurs (par exemple, les gouvernements, les citoyens et le secteur privé).

Le Groupe de la BID possède une longue expérience en dialogue direct et de haut niveau : il tient des réunions annuelles sous les auspices de la direction générale de la Banque, faisant appel à des représentants de fondations, d'entreprises sociales, *des entreprises en démarrage*, organisations, associations professionnelles, représentants des peuples autochtones et afro descendants, entre autres groupes[121]. Chaque année, des produits du savoir sont créés dans des programmes sur les questions frontalières liées au développement de la région.

Une première plate-forme mise en place par le Groupe de la BID a été celle du ConSoC (groupes consultatifs de la société civile), Cette plate-forme a fourni une grande valeur au début et tous les pays ont maintenu leur structure avec des réunions régulières avec leurs organisations membres constituantes. Cependant, dans la mesure où les nouvelles technologies ont diminué les coûts de transaction et que la participation citoyenne a acquis un nouveau rôle d'agent de changement, l'échange entre ces organisations s'est généralement avéré moins efficace. En 2020, une évaluation de la plate-forme a été conclue et les résultats ont montré les lacunes de ConSoC, qui n'étaient pas toujours représentatif des autres groupes d'intérêt dans les pays, et n'ont pas toujours apporté la valeur ajoutée pour faire avancer un ou plusieurs des piliers de la stratégie pays dans tous les pays[122]. Grâce à cela, les échanges sont mis à jour, notamment en vue de sortir des scénarios de la crise du COVID-19.

En outre, nous établissons des bases de référence sur les bonnes pratiques de dialogue liées à des secteurs tels que le changement climatique. Un bon exemple est le Dialogue public-privé à l'égard des contributions déterminées au niveau national (CDN) du Costa Rica où une approche holistique a été incorporée en vue d'inclure des groupes spécifiques (en particulier les communautés autochtones) afin de promouvoir leur participation effective et leur autonomisation. Dans le cadre de ce travail, les principales préoccupations, risques et opportunités des communautés ont été identifiés et des réunions ont été régulièrement organisées pour faire le suivi des accords conclus[123].

- Le niveau de consultations publiques suppose de processus publics formels organisés en étapes qui répondent à la fois aux cadres réglementaires et aux obligations légales, ainsi qu'aux principes des meilleures pratiques universelles, en vue de recueillir des contributions concernant le projet ou l'initiative.

Il est courant de confondre le niveau de consultations avec celui des dialogues. La différence est que dans ce dernier, il n'y a pas d'obligation légale, tandis que c'est le cas des consultations publiques. Un point essentiel que nous avons étudié est d'éviter le « *syndrome de fatigue de consultation* » qui fait référence à la fois à l'excès de processus et au manque de retour des intrants déversés par les participants dans les différentes phases de ce processus. En bref, le processus a besoin de sa phase précédente :

Préparation

a. **Collecter des informations :** avant tout processus de consultation, il est nécessaire de s'assurer de *connaître le contexte*. Pour cela, recueillir des informations sur les perceptions et les préoccupations des gens, et même connaître les différends entre les communautés voisines est pertinent pour une planification citoyenne efficace.

b. **Donner de l'information :** l'accès aux documents, afin de communiquer la portée et la nature du projet aux populations affectées, doit être dans un format adapté aux caractéristiques des destinataires (notamment, langue, style et forme d'accès), en vue de garantir la transparence du processus et renforcer la confiance entre les parties.

c. **Dialoguer :** contrairement à ce que l'on pense, les dialogues sont une instance différente des consultations. Tables de dialogue avec des programmes où vous pouvez mesurer la progression des conversations. Des dialogues thématiques même divisés par genre, en raison des différences de perspectives trouvées, par exemple, dans les tables thématiques de femmes qui fournissent des approches et améliorent la conception et même l'exécution d'un projet.

En anticipant cela, une publication, et ses mises à jour subséquentes[124] examine plus **300 cadres réglementaires applicables dans les secteurs des industries extractives, de l'énergie, de la foresterie, de la pêche et des infrastructures, en Argentine, Bahamas, La Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela**.

Un bon exemple en matière de transport est les consultations développées dans le cadre de la première ligne du métro de Bogotá, en Colombie, où les rondes de socialisation et de consultations initialement prévues pour le plan de réinstallation (de 5 à 22) ont été élargies pour approfondir l'échange avec les parties concernées et garantir la maximisation de la participation citoyenne. De même, grâce à la forte socialisation entre les citoyens et les parties intéressées, deux séries de réunions ont également eu lieu avec les parties concernées et intéressées qui ont eu une forte participation (1008 participants dans la première et 1299 dans la seconde) [125].

L'IMPORTANCE DE LA PLANIFICATION DES CONSULTATIONS PUBLIQUES ET DES OUTILS POUR LE FAIRE EFFICACEMENT

Une étude de la BID a montré que 68 % des projets d'infrastructure impliqués dans un type de conflit social et/ou environnemental ont en commun une certaine carence *dans les informations qu'ils ont livrées* aux citoyens du projet et dans la *compréhension des informations des gens* pour le processus décisionnel. Même de nombreuses communautés qui n'étaient pas initialement opposées aux projets financés sont devenues critiques lorsqu'ils ont perçu ne pas avoir été pris en compte dans le processus de décision, ou lorsque les informations relatives au projet n'ont pas été partagées [126].

Dans le même ordre d'idées, les mécanismes indépendants de consultation et de recherche de la BID ayant constaté que 47 %[127] des candidats qui ont fait appel à ce guichet n'avaient pas d'informations suffisantes et opportunes sur le projet ou n'y avaient pas eu accès [128]. Cette tendance est cohérente avec le fait que 1 conflit sur 2 survient aux étapes de faisabilité, de planification et de conception[129].

Un bon exemple à cet égard est compris dans les Consultations publiques: Le pas à pas: Cadres réglementaires et juridiques applicables en Haïti. L'objectif était d'expliquer de la façon la plus simple et la plus claire possibles comment planifier des consultations publiques en personne et en ligne pour instaurer la confiance entre les parties : générer des informations en temps opportun, comprendre les perceptions des parties prenantes pour mieux comprendre le contexte, créer des outils de mappage des organisations et des personnes clés, ouvrir des espaces pour le dialogue, veiller à l'inclusion de la législation et la réglementation applicable en particulier au secteur de l'exploitation minière, la pêche, la foresterie, les infrastructures, l'énergie et le système d'évaluation de l'impact sur l'environnement, ainsi que les particularités de la législation et des réglementations applicables à la consultation préalable libre et éclairée de l'OIT 169 pour les peuples autochtones.

- Le niveau de collaboration en matière de planification d'une participation citoyenne efficace exige l'identification des connaissances locales qui ajoutent de la valeur à la multiplication des impacts territoriaux. Par exemple, la collaboration avec les universités locales pour mener des expériences d'économie comportementale, des séminaires d'échanges techniques par des *webinaires*, ateliers, formations et programmes pour les tables thématiques, entre autres.

- Un bon exemple a été le travail avec les universités et les associations techniques pour mener des expériences en économie comportementale[130].
- En outre, le programme « Routes de la décarbonisation en Amérique latine et les Caraïbes » (DDP-LAC) a abordé un débat public de haut niveau technique en **Argentine, Colombie, Équateur, Mexique et Pérou**. Il tournait autour de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, par la création d'équipes de travail nationales-internationales entre institutions académiques[131], visant à développer des voies de décarbonisation profondes. L'implication de la société civile dans les forums de débat a permis d'identifier les investissements nécessaires pour atteindre ces objectifs à moyen et long terme, tout comme les actions politiques nécessaires pour mener une transition inclusive et durable[132]

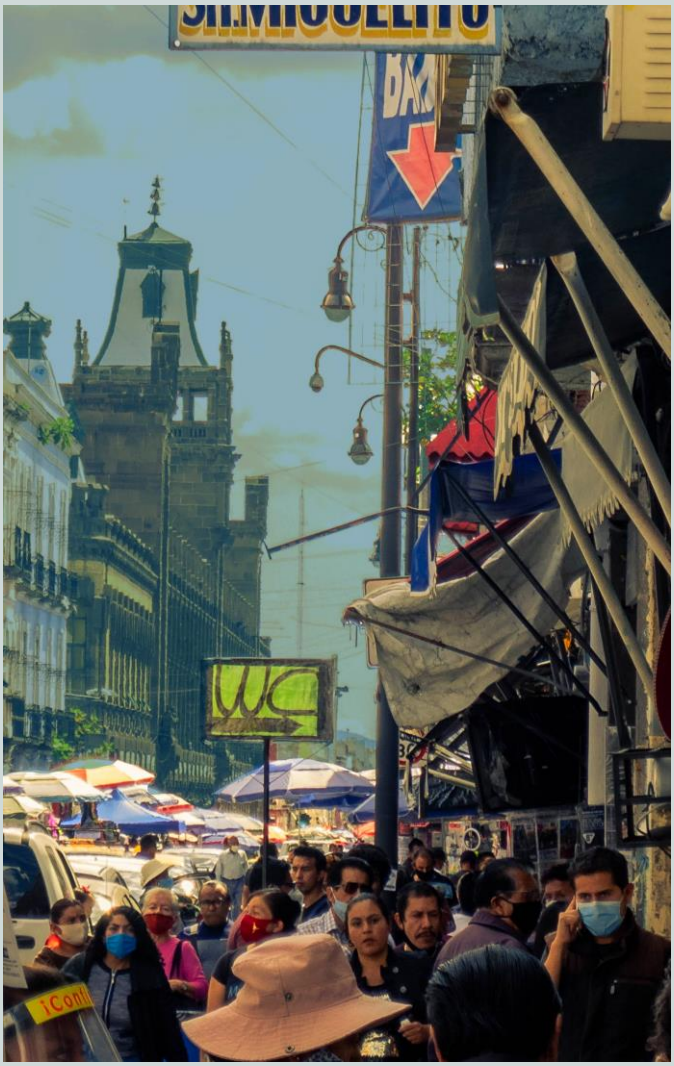
- Le dernier niveau à considérer est celui d'alliances. Ce sont des actions qui mobilisent les ressources humaines, financières et l'accès à des ressources de données ouvertes et externes pour promouvoir des solutions exploitables au niveau local.

Par exemple, les Fonds pour l'eau, qui opèrent actuellement au **Brésil, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Équateur, Mexique et Pérou**. Les Fonds sont créés par des acteurs de la société civile, du secteur privé et des institutions publiques, qui acquièrent des obligations et des responsabilités (qui incluent l'apport de ressources humaines et économiques) qui se reflètent dans le contrat de fiducie[133]. L'un des fonds les plus emblématiques est le Fond de Paramos et Tungurahua, qui, depuis 2014, couvre tous les frais administratifs et d'investissement et capitalise jusqu'à 60 % des contributions ordinaires.

DATUM : saisir des informations, promouvoir les dialogues, inclure des actions collaboratives pour faciliter le transport urbain

1. Le cas de Santiago de Caballero montre comment l'utilisation de méthodologies collaboratives associée à l'application d'outils logiciels libres est une formule réussie pour générer des informations à faible coût avec le soutien des citoyens, et ainsi mieux planifier le développement des villes.
2. Le succès de ce projet démontre comment la somme de la société civile, du secteur privé et du gouvernement peut contribuer au développement de leurs régions en utilisant la technologie numérique.

La population urbaine d'Amérique latine et des Caraïbes a doublé entre 1950 et 2018, passant de 41 % à 81 % ; devenant ainsi la deuxième région la plus urbanisée du monde[134]. Alors qu'une urbanisation accrue est souvent liée à un plus grand développement, la croissance rapide des villes d'Amérique latine a exercé une pression énorme sur les infrastructures et les services publics, y compris les systèmes de transport confrontés à une congestion croissante, à des parcours plus longs, à une augmentation des coûts de transport globaux, à l'augmentation de la consommation d'énergie, des émissions polluantes et accidents, à la détérioration urbaine et l'exclusion sociale[135] [136].



DATUM, une plate-forme numérique qui permet la collecte, le traitement et la diffusion de données sur la mobilité urbaine. À partir de cette plate-forme, le projet *Mappage de Santiago* a été réalisé, celui-ci a mis un accent particulier sur la participation des citoyens et la compréhension des besoins des utilisateurs du système de transport[137]. Les étudiants universitaires ont enregistré des données géoréférencées sur les itinéraires, les arrêts et les espaces publics nécessitant des interventions via différentes applications. Les organisations de la société civile ont préparé un mappage complémentaire des conditions d'accessibilité et de sécurité pour les personnes âgées et handicapées. Enfin, les citoyens ont participé à une enquête qui a permis de mieux comprendre les usagers des transports publics, leur utilisation du service et la façon de l'améliorer de leur point de vue. Les applications et plates-formes à source ouverte ont été l'option utilisée qui a permis le développement d'une réponse technologique. L'équipe d'étudiants a utilisé MapMap pour enregistrer les parcours, Mapillary pour collecter des images de l'espace public le long des itinéraires de transport public et les données ont été traitées via le format GTFS, ce qui a permis de les partager avec Google Maps.

Face A et Face B : des super-héros avec du talent et des idées des citoyens et lorsque les choses ne se sont pas bien passées

Au-delà de la multiplicité des facteurs qui peuvent affecter un projet à un moment donné, et dans un contexte particulier, nous avons décidé de partager des constats supplémentaires de succès et d'échecs du point de vue de la participation citoyenne.

Face A
quand tout va bien :

À partir du concours « des Superhéros du développement », pour reconnaître le travail des agences d'exécution qui mettent en œuvre des solutions innovantes et performantes[138], nous avons vu des talents et des idées de citoyens qui améliorent des vies, par exemple :

1. « L'innovation vole », développée dans le cadre du Programme régional d'intégration routière II [139], du **Honduras**.
   a. **Drones :** Les drones ont été utilisés pour collecter des informations sur l'avancement des travaux publics.
   b. **Dissémination :** des informations multimédias ont été générées et diffusées en ligne en accès libre à la fois pour la population et pour les organisations financières et gouvernementales.
   c. **Transparence :** Les enregistrements filmés de la chronologie d'exécution du projet représentent une étape supplémentaire dans la plus grande transparence et responsabilité exigée par les citoyens pour valider l'avancement des travaux d'investissement public.

2. Transformation intégrale de La Chacarita Alta, Argentine : Grâce au projet, le besoin d'avoir une équipe spécialisée dans le domaine social et économique s'est mis en évidence, une équipe qui élabore un diagnostic global dans la zone d'intervention, et avec la participation de la communauté[140].

3. Programme d'expansion des services d'eau et d'assainissement/Zones rurales et éloignées, Pérou : La PROCOES a amélioré les services d'eau et d'assainissement d'environ 200 communautés, ils sont confrontés au défi d'encourager la participation citoyenne lors de la phase de conception et d'exécution pour une plus grande appropriation des services. Dans le cas de PROCOES, le programme a choisi de mettre en place des noyaux d'exécution composés de représentants communautaires et d'entreprises spécialisées dans les projets ruraux à petite échelle, ce qui a réduit à la fois les coûts et le temps d'exécution[141].

4. **Programme de développement du tourisme durable de la province de Salta, Argentine**: Des comités locaux ont été créés, composés d'institutions, d'associations, de groupes locaux et de voisins, organisés en groupes de travail multisectoriels. De cette manière, des espaces de dialogue et de prise de décision ont été ouverts sur des sujets d'importance capitale pour le programme, ce qui garantit le soutien constant des différents acteurs et l'alignement des mesures adoptées avec les besoins locaux[142] [143].

5. **Le Réseau global d'entrepreneurs, El Salvador :** le Réseau régional d'entrepreneuriat a favorisé la coordination des acteurs civiques liés à l'entrepreneuriat, ce qui a facilité les échanges de bonnes pratiques et a favorisé la collaboration entre ses membres[144]. La création d'instances d'interaction, telles que des alliances stratégiques ou des réseaux entre organisations et institutions liées à un sujet, permet une meilleure coordination entre les différents acteurs et met à profit leurs connaissances et leur expertise.

6. Projet de développement économique rural depuis le Local[145] , Guatemala: a impliqué les résidents tout au long du cycle d'exécution du projet pour intégrer régulièrement leurs opinions et contributions. Dans le même ordre d'idées, il convient de noter que les actions des experts de la BID dans le secteur de l'eau et de l'assainissement soulignent l'efficacité des processus de dialogue et de consultation avec les communautés pour adapter les interventions à leurs besoins[146]. Par exemple, le Programme rural d'approvisionnement d'eau potable et de gestion des eaux usées a organisé une série de séances de Dialogue, Socialisation et prise de conscience avec la table de consultation wayuu visant à resserrer les liens avec la communauté. Ces séances ont permis l'internalisation et l'identification du réseau d'aqueduc et d'assainissement comme solution aux problèmes d'accès à l'eau potable.

Les projets nécessitent la conception de stratégies qui garantissent une approche citoyenne/communautaire efficace qui augmente la connaissance du programme et de ses objectifs par les citoyens.

7. Opération environnementale urbaine Macambira Anicuns, Brésil: Une instance de dialogue a été établie dans laquelle le plan directeur de la municipalité a été approuvé : le « Transfert du droit de construire »[148].

Les travaux d'infrastructure urbaine et sociale sont parfois confrontés à des défis environnementaux en raison de l'occupation désordonnée de l'espace urbain. **L'expérience des experts indique que des alternatives aux expropriations peuvent être explorées à travers l'articulation de canaux de dialogue avec les personnes concernées**.

8. Construction du climat de Confiance. Le cas du Programme d'eau, d'assainissement de base et d'électrification pour la région du Pacifique colombien, la création et participation à une table de travail interinstitutionnelle avec des responsables d'entités locales dès le début a permis de les sensibiliser sur les bénéfices du programme, de promouvoir l'engagement social et de renforcer la relation avec les citoyens[149]. Une bonne pratique identifiée dans les projets mis en œuvre dans des zones de forte méfiance à l'égard de l'État est d'élaborer une stratégie qui privilégie les valeurs du territoire et favorise la création de liens de confiance avec la population.

Côté B
Quand les choses ont mal tourné :

La publication « Quatre décennies de conflit autour des projets d'infrastructure »[150] souligne que **les interruptions de projet, les retards, les dépassements de coûts et les annulations sont des conséquences courantes d'une mauvaise planification de la participation citoyenne**. Dans le même ordre d'idées, une étude menée par l'Université de Harvard, en collaboration avec Queensland et Clark, a quantifié que **les opérations de 5 billions de dollars perdent 20 millions de dollars par semaine en raison de conflits sociaux**[151].

Le Mécanisme indépendant de consultation et de recherche (MICI pour son acronyme en espagnol) du Groupe de la BID, qui analyse et résout les différends découlant du non-respect des politiques opérationnelles, a calculé que sur la période 2010-2019, 72 % des cas analysés impliquaient des communautés ou des groupes autochtones ou communautaires, les dommages allégués étant de nature très diverse[152].

Les conflits font partie intégrante des relations humaines. C'est une grande alerte rouge d'espérer que des conflits ne se produisent pas et de planifier sous cette hypothèse.

Chaque organisation qui met en œuvre des projets de développement compte dans son actif l'expérience accumulée comme partie de sa richesse compétitive en connaissances et en expérience différenciée. Une partie de cette expérience est précisément les cas où de bons résultats n'ont pas été atteints[153].

Nous avons partagé deux cas, qui malgré tous les efforts et une très bonne expérience technique, ont conduit à l'interruption des opérations en raison de conflits citoyens et, par conséquent, à l'impossibilité d'exécuter les projets[154]

1. Mareña Renovable[155] au Mexique: Des membres de différentes communautés autochtones de l'État d'Oaxaca ont soumis une demande au MICI pour les dommages environnementaux et sociaux du projet éolien de Mareña Renovables[156]. Le projet prévoyait la construction et l'exploitation d'un parc éolien d'une capacité totale de 396 MW. Tous les tests ont été réalisés et même le rapport de gestion environnementale et sociale (IGAS pour son acronyme en espagnol) a indiqué que la population avait reçu des informations sur les objectifs et la portée de l'opération. Néanmoins, lors des consultations, elles se sont concentrées sur l'obtention des accords d'usufruit et de droit de passage, sans que les résultats soient correctement enregistrés[157] [158].

2. *Projet hydroélectrique d'Alto Maipo (PHAM) au Chili*: Le PHAM a été conçu pour soutenir la construction, l'opération et le maintien de deux centrales hydroélectriques, avec une capacité installée de 531 MW. En janvier 2017, le MICI a reçu une demande des habitants de la commune de San José del Maipo dans laquelle ils détaillaient les dommages socio-environnementaux liés à l'absence d'étude d'impact social et au non-respect des obligations contractées par l'emprunteur, entre autres : (i) l'augmentation de la circulation automobile — au-delà de ce qui en avait été entendu — a eu un impact sur le nombre de visiteurs, affectant l'activité touristique de la zone ; (ii) la modification des débits des rivières intervenues, notamment en ce qui concerne les activités récréatives et économiques de la zone ; et (iii) l'absence de processus acceptables de consultation et de divulgation d'informations. Alors que le MICI est dans le stade de la recherche, du point de vue de la participation citoyenne, il existe deux approches importantes au sein des très bonnes actions qui ont déjà été adoptées[159]:

Ce que nous avons appris. Parler de ce qui compte, éviter la polarisation en vous concentrant sur l'enjeu central, comme dans ces exemples, la matrice énergétique du pays :

A. Dialogues avec des programmes pertinents : informer en temps opportun, capter les tendances, et mener des échanges avec les citoyens là où les points centraux pour lesquels l'un ou l'autre projet est choisi sont des éléments angulaires en matière de participation citoyenne.

Dans l'exemple de ces initiatives, la, **vraie discussion avec les citoyens porte sur la matrice énergétique du pays pour ne pas conduire les gens à une nouvelle polarisation et fermer leur approche de « projet oui ou projet non ».**

B. Inclure la société civile ou les acteurs citoyens tels que les universités et les associations professionnelles sur des questions complexes telles que l'avenir de la matrice énergétique du pays a le potentiel de générer de nouvelles compréhensions avec d'autres nœuds sociaux importants.

BIBLIOGRAPHIE

[1] https://time.com/5710268/chile-protests
[2] https://www.amnesty.org/en/countries/americas/chile/report-chile/
[3] https://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=4842
[4] https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI?locations=US&name_desc=false
[5] http://hdr.undp.org/en/content/human-development-index-hdi
[6] http://hdr.undp.org/en/data
[7] https://info.worldbank.org/governance/wgi/Home/Reports
[8] https://data.oecd.org/inequality/income-inequality.htm
[9] https://data.oecd.org/inequality/income-inequality.htm
[10] https://info.worldbank.org/governance/wgi/Home/Reports
[11] https://www.oecd.org/chile/chileprimerpaissudamericanomiembrodelaocde.htm
[12] https://info.worldbank.org/governance/wgi/Home/Reports
[13] https://www.eiu.com/topic/democracy-index
[14] Les 14 variables sont la culture et la communauté, l'économie et l'emploi, l'éducation, la gouvernance, l'inclusion sociale, les infrastructures, l'environnement, la mobilité, la pauvreté, la santé, la sécurité, les fournitures, le tourisme et le logement.
[15] FastCompany https://bit.ly/3og4xfm
[16] https://apnews.com/article/3ffac92680fd4db2aee7a28ea96228dc
[17] https://www.bbc.com/news/world-asia-china-49317695
[18] https://theconversation.com/whats-going-on-in-south-america-understanding-the-wave-of-protests-126336
[19] https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-chile/chile-to-postpone-referendum-on-new-constitution-as-coronavirus-concerns-grow-idUSKBN2163TL

[20] https://www.mckinsey.com/business-functions/mckinsey-digital/our-insights/the-covid-19-recovery-will-be-digital-a-plan-for-the-first-90-days#
[21] https://www.opendemocracy.net/es/la-desigualdad-en-la-era-digital-en-latinoamerica/
[22] https://www.forbes.com/sites/stratfor/2015/01/08/scenario-planning-and-strategic-forecasting/?sh=66c0df68411a
[23] https://www.vanderbilt.edu/lapop/ab2018/2018-19_AmericasBarometer_Regional_Report_10.13.19.pdf p. 35
[24] https://www.vanderbilt.edu/lapop/ab2018/2018-19_AmericasBarometer_Regional_Report_Spanish_W_03.27.20.pdf p. 2
[25] https://www.vanderbilt.edu/lapop/ab2018/2018-19_AmericasBarometer_Regional_Report_Spanish_W_03.27.20.pdf p. 40
[26] https://psmag.com/news/for-politicians-extreme-positions-mean-more-twitter-followers; https://knightfoundation.org/articles/polarization-in-the-twittersphere-what-86-million-tweets-reveal-about-the-political-make-up-of-american-twitter-users-and-how-they-engage-with-news/; https://scholar.harvard.edu/sounman_hong/political-polarization-twitter-social-media-may-contribute-online-extremism; https://ars.els-cdn.com/content/image/1-s2.0-S0740624X16300375-gr1_lrg.jpg
[27] https://scholar.harvard.edu/sounman_hong/political-polarization-twitter-social-media-may-contribute-online-extremism; https://ars.els-cdn.com/content/image/1-s2.0-S0740624X16300375-gr1_lrg.jpg; https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0740624X16300375
[28] https://www.pnas.org/content/115/37/9216#sec-2
[29] https://www.vanderbilt.edu/lapop/insights/IO892en_V2_01.29.15.pdf (2013)
[30] https://www.vanderbilt.edu/lapop/insights/IO892en_V2_01.29.15.pdf (2013)
[31] Voir note CIVICO l'inconfort social.
[32] 1.035.093 est le chiffre obtenu.

[33] À Barbade, 22 % des échanges des citoyens se concentrent sur la sécurité économique des entreprises, suivi de l'accès à l'éducation et à la gouvernance. La question de la sécurité sanitaire est huitième avec une moyenne de seulement 3 % depuis juillet.
[34] https://covid19-civiclytics.citibeats.com/#/
[35] https://covid19-civiclytics.citibeats.com/#/
[36] https://www.weforum.org/agenda/2020/09/what-covid-19-means-for-edtech-latin-america/
[37] https://www.american.edu/centers/latin-american-latino-studies/upload/la-higher-ed-covid-final.pdf
[38] https://bid.civiclytics.citibeats.com/#/
[39] https://bid.civiclytics.citibeats.com/#/
[40] https://www.kff.org/coronavirus-covid-19/issue-brief/the-implications-of-covid-19-for-mental-health-and-substance-use/
[41] https://www.unicef.org/lac/en/impact-covid-19-mental-health-adolescents-and-youth
[42] https://www.wfp.org/news/covid-19-millions-risk-severe-food-insecurity-latin-america-and-caribbean

BIBLIOGRAPHIE

[43] https://bidcividlytics.citibeats.com/#/URY/2
[44] https://bidcividlytics.citibeats.com/#/PER/2
[45] https://www.brookings.edu/blog/up-front/2019/12/09/venezuela-refugee-crisis-to-become-the-largest-and-most-underfunded-in-modern-history/#:~:text=As%202019%20comes%20to%20a,16%20percent%20of%20the%20population.
[46] https://www.unhcr.org/en-us/news/press/2020/4/5e844e354/refugees-migrants-venezuela-during-covid-19-crisis-needs-soar-inclusive.html
[47] https://wiconnectiadb.org/publicaciones/covid-19-y-ciudadania-los-primeros-120-dias-hallazgos-empleando-inteligencia-artificial-para-comprender-tendencias-ciudadanas/
[48] Voir Francis Fukuyama: «Identity: The demand for dignity and the Politics of Resentment» 2019
[49] https://www.bbc.com/news/world-asia-china-49317695
[50] https://apnews.com/article/3ffac92680fd4db2aee7a28ea96228dc
[51] Voir note sur l'analyse sur le particulier dans cette même publication.
[52] V. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA), la BID et Microsoft.
[53] Op.cit
[54] V. Google España uniquement en 2010
[55] V. Statistiques de WhatsApp.
[56] The Leaders' Report: The future of government communication (WPP, 2016)
[57] En juin 2018, le Groupe de la BID a approuvé la « Estrategia de Relacionamiento del Grupo BID- Sociedad Civil » comme résultat de plusieurs années d'accumuler de réussites et déchecs compilés dans une feuille de route pour induire la population et ajouter de la valeur à l'avance des programmes de développement des gouvernements, une meilleure mise en oeuvre des opérations du secteur privé, et le renforcement de la société civile et de la population
[58] V. La COVID-19 et la population : Les 120 premiers jours : https://wiconnectiadb.org/en/publicaciones-en/covid-19-and-the-citizenry-the-first-120-days/
[59] Voir l'analyse de cas du Chili du point de vue de la participation citoyenne dans cette même publication.
[60] V. COVID-19 and the citizenry: the first 120 days https://wiconnectiadb.org/en/publicaciones/covid-19-and-the-citizenry-the-first-120-days/?pub=true
[61] Pour plus d'information: https://www.nytimes.com/2020/06/17/business/economy/neel-kashkari-federal-reserve-racism.html
[62] See: https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/article243425806.html
[63] V. Harvard Business Review "Shift from old to new power" https://hbr.org/2014/12/teds-shift-from-old-to-new-power
[64] V.: https://www.mckinsey.com/business-functions/mckinsey-digital/our-insights/the-covid-19-recovery-will-be-digital-a-plan-for-the-first-90-days
[65] Secteur extractif et société civile : quand le travail des communautés, des gouvernements et des industries est synonyme de développement (BID, 2018).
[66] Pour plus d'informations, consultez les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de la personne, https://www.voluntaryprinciples.org/ applicables au secteur extractif. En outre, en 2011, les Nations Unies ont publié les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de la personne, qui s'appliquent aux États et à toutes les sociétés transnationales (Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de la personne - https://www.ohchr.org/documents/publications/guidingprinciplesbusinesshr_en.pdf
[67] Pour plus d'informations sur le concept d'innovation disruptive, visitez : https://hbr.org/podcast/2019/02/how-innovative-companies-help-frontier-markets-grow
[68] Voir: https://thinkers50.com/awards/awards-2013/
[69] The Prosperity Paradox: How Innovation Can Lift Nations Out of Poverty (Harper Collins, 2019)
[70] V. CEPAL https://www.cepal.org/es/comunicados/fao-cepal-millones-personas-pueden-caer-la-pobreza-extrema-hambre-2020-america-latina
[71] Pour plus de détails sur le modèle économique de Clínicas de Azúcar : https://www.entrepreneur.com/article/266192https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/industry_ext_content/ifc_external_corporate_site/health/publications/a-retail-approach-to-diabetes-care ;
[72] Pour plus de détails sur MicroEnsure, visitez : https://microensure.com
[73] Voir: https://aboutus.ft.com/en-gb/announcements/2015-ft-ifc-transformational-business-awards-winners-announced/
[74] Voir Muller, Eitan "Delimiting disruption: Why Uber is disruptive, but Airbnb is not" (JRM, 2019) https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0167811619300679 ; https://www.entrepreneur.com/article/273650
[75] La gestión ética de los datos (2019, IDB) – disponible seulement en espagnol

BIBLIOGRAPHIE

[76] La table est née en 2006 comme instance de rencontre et de dialogue entre les organisations de la Sierra Gorda et les sociétés minières qui opèrent dans la commune. Son objectif principal était de promouvoir des accords entre les dirigeants des organisations sociales et les sociétés minières, qui se sont concrétisés dans un programme de soutien communautaire sur les questions environnementales pour améliorer la qualité de vie des habitants. Pour plus de détails sur l'expérience de la Table de bons Voisins, voir: https://publications.iadb.org/en/extractive-sector-and-civil-society-when-work-communities-governments-and-industries-leads

[77] Pour plus d'informations sur cette expérience, voir: Les gouvernements et la société civile font progresser les programmes climatiques (BID, 2019).

[78] ILDA fait partie de l'initiative Open Data for Development (OD4D) en tant que noeud régional pour l'Amérique latine. ILDA est né après la première conférence régionale sur les données ouvertes (Condatos) à Montevideo, en Uruguay, en 2013, avec le soutien du Centre de recherches pour le développement international du Canada (CRDI).

[79] Pour plus d'informations : https://datosgobar.github.io/paquete-apertura-datos/guia-subnacionales/

[80] Pour plus de détails sur cette initiative, consultez: https://www.iadb.org/fr/project/RG-T3095

[81] V. Latinobarometro 2018

[82] V. Religion and Politics in Latin America Lemuel Anderson, Rachel Ramírez, Amy Erica Smith, (2018)

[83] V. Les gouvernements et la société civile font progresser les programmes climatiques (BID, 2019), Secteur extractif et société civile : quand le travail des communautés, des gouvernements et des industries est synonyme de développement (BID, 2018) https://wiconnectiadb.org/category/publicaciones/

[84] V. « Shaping Political Trust Through Participatory Governance in Latin America » Tesalia Risso, IDB, 2020 https://wiconnectiadb.org/category/publicaciones/

[85] Remarque sur la perception devient la réalité.

[86] Pour plus de détails sur la définition des bonnes pratiques dans «Notes sur les Leçons apprises» (KIC, octobre 2008) et dans http://www.fao.org/3/ap784s/ap784s.pdf

[87] V.DIA 2020 https://wiconnectiadb.org/category/publicaciones/

[88] V. «Shaping Political Trust Through Participatory Governance in Latin America» Tesalia Risso, BID, 2020

[89] Op.cit.supra

[90] Op.cit.supra

[91] Cadres réglementaires pour la participation des citoyens au processus législatif dans les Amériques et les Caraïbes (Secrétariat international de ParlAmericas, 2019).

[92] Voir: Strategic framework for mainstreaming citizen engagement in World Bank Group operations: engaging with citizens for improved results (World Bank, 2014)

[93] Building Participatory Institutions in Latin America Reform Coalitions and Institutional Change (Cambridge University Press, 2019)

[94] Les conseils de santé sont des entités chargées de conseiller les communes sur les questions de santé, ils détiennent un pouvoir de «veto» sur les budgets locaux et leurs résolutions sont juridiquement contraignantes pour le reste des acteurs institutionnels. Pour plus d'informations sur la recherche de Lindsay Mayka, voir: Building Participatory Institutions in Latin America Reform Coalitions and Institutional Change (Cambridge University Press, 2019)

[95] Voir: « Participatory Governance: Engaging Citizens for Development, including the Millennium Development Goals (MDGs) » United Nations Committee of Experts on Public Administration (CEPA) Policy Brief No. 1.

[96] Voir : Stratégie des relations du groupe de la BID - Société civile. https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/23034

[97] Voir https://publications.iadb.org/en/lessons-four-decades-infrastructure-project-related-conflicts-latin-america-and-Caribbean, http://www.oecd.org/latin-america/Boosting_Productivity_Inclusive_Growth.pdf https://www.pnas.org/content/111/21/7576

[98] Le programme visait à fournir un soutien technique aux communautés autochtones en matière de changement climatique et de REDD +, à travers des médiateurs culturels capables de comprendre et de transmettre des concepts complexes d'une manière simple et compréhensible pour les communautés locales.

[99] Strategic framework for mainstreaming citizen engagement in World Bank Group operations: engaging with citizens for improved results (World Bank, 2014).

[100] L'identification des bonnes pratiques est basée sur les paramètres d'évaluation fixés par le Comité d'aide au développement de l'OCDE et sur des paramètres ajoutés à partir de l'expérience du Groupe de la BID.

[101] Voir plus d'exemples dans : Governments and Civil Society Advancing Climate Agendas (IDB, 2019).

[102] Compris par le niveau d'atteinte de l'objectif relationnel et l'atteinte des résultats attendus (ex: l'action permet de générer et/ou de capturer des informations)

[103] Selon l'analyse comparative réalisée par le Conseil national de la route (CONAVI) pour l'exécution de ces mêmes tâches d'entretien courant manuel du réseau routier national. L'entretien manuel de routine nécessite des actions d'inspection récurrentes, ce qui entraîne des coûts supplémentaires. Pour plus de détails: https://www.iadb.org/en/project/CR-L1065

BIBLIOGRAPHIE

[104] L'opération vise à intégrer des relations avec des secteurs non traditionnels et l'utilisation d'outils innovants (par exemple, des produits basés sur de nouvelles technologies ou avec des approches disruptives)
[105] V. https://wiconnectiadb.org/en/news-opportunities/
[106] La convocation des détenteurs d'intérêts effectuée en temps opportun afin qu'ils puissent être informés et participer avant le processus décisionnel final.
[107] Pour plus de détails, visitez : https://latitud.org ; https://www.iadb.org/en/project/RG-G1010 et https://www.iadb.org/en/project/RG-T2050
[108] À ce jour, à Buenos Aires, le travail de 6000 agents de recyclage urbain a été régularisé, organisé en 12 coopératives, qui récupèrent environ 70000 tonnes par an de matières recyclables.
[109] La pratique doit tenir compte des priorités politiques et du cadre juridique du lieu où la pratique a lieu.
[110] Les acteurs doivent pouvoir contribuer de manière dynamique aux décisions liées à la conceptualisation et à la mise en œuvre de l'opération.
[111] Pour plus d'informations, il est recommandé de consulter : https://blogs.iadb.org/conocimiento-abierto/en/opening-climate-agendas-good-practices-access-information/
[112] Les personnes, acteurs ou groupes intéressés identifiés comme public cible accèdent à la pratique sans imposer leurs conditions socio-économiques, physiques et culturelles.
[113] La pratique est effectuée périodiquement ou est institutionnalisée et établie, avec une allocation ou une dotation en ressources qui garantit sa continuité.
[114] V. Engaging Citizens for Better Development. Independent Evaluation Group, Washington, D.C.: World Bank. (World Bank, 2018)
[115] V. op cit. Leçons de quatre décennies de conflit autour de projets d'infrastructure en Amérique Latine et les Caraïbes, BID 2017.
[116] VV. Bourses et formation WiConnect.
[117] Les gouvernements et la société civile font progresser les programmes climatiques (BID, 2019). Voir : https://publications.iadb.org/en/governments-and-civil-society-advancing-climate-agendas
[118] Groupe de la BID et société civile : examen des relations et des actions d'engagement 2014-2015. (BID, 2016).
[119] V. Articles de presse et citations dans https://wiconnectiadb.org/en/news-opportunities/
[120] Pour plus d'informations, visitez : http://infocarbono.minam.gob.pe
[121] Pour plus d'informations, visitez : https://wiconnectiadb.org/en/eventos-y-foros/
[122] Pour plus d'informations, visitez : https://idbg.sharepoint.com/teams/ez-COF/VPC/Civil%20Society/Agenda%203%20-%20Acciones%20Regionales/2%20Presentación%20Cideal%20Final%20ENG.pdf
[123] Les gouvernements et la société civile font progresser les programmes climatiques (BID, 2019). Voir : https://publications.iadb.org/en/governments-and-civil-society-advancing-climate-agendas
[124] Pour plus d'informations, visitez : https://publications.iadb.org/en/public-consultations-civil-society-guidelines-public-and-private-executing-agencies
[125] Pour plus d'informations : https://www.iadb.org/en/project/CO-L1234 et https://www.metrodebogota.gov.co/sites/default/files/2018.0730%20Plan%20Reasentamiento%20General%20PLMB.pdf
[126] Voir Graham Watkins, Sven-Uwe Mueller, Hendrik Meller, Maria Cecilia Ramirez, Tomás Serebrisky, Andrea Georgoulias, Leçons tirées de 4 décennies de conflits autour de projets d'infrastructure en Amérique latine et dans les Caraïbes, Banque interaméricaine de développement, 2017.
[127] Voir Independent Consultation and Investigation Mechanism (MICI)
[128] Voir aussi l'Analyse du portefeuille de demandes 2010-2017 : une revue statistique : Programme de réflexions institutionnelles, Victoria Márquez Mees, Esteban Tovar, Eva Heiss, Banque interaméricaine de développement, 2018.
[129] Voir Graham et coll.
[130] V. note des expériences d'économie comportementale dans cette publication.
[131] Dans le cadre du programme, des équipes techniques locales ont été formées à l'utilisation de modèles de prospective, grâce à la collaboration d'équipes internationales d'experts. Par exemple, la Fundación Bariloche, en Argentine, a collaboré avec le Centre de recherche international sur l'environnement et le développement, en France, et l'Universidad del Pacífico au Pérou a travaillé main dans la main avec l'Université du Tennessee aux États-Unis.
[132] Pour plus d'informations : https://blogs.iadb.org/sostenibilidad/en/how-kenyas-eliud-kipchoge-can-help-us-get-to-net-zero-emissions-by-2050/
[133] Pour plus d'informations sur les fonds pour l'eau, voir : https://www.fondosdeagua.org/en/
[134] Révision 2018 des perspectives d'urbanisation mondiale, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA).
[135] Hidalgo, D. y Huizenga, C. (2013). «Implementation of Sustainable Urban Transport in Latin America. Urban Transport in Developing Countries: CODATU Special Issue». Research in Transportation Economics, 40(1), 66–77.
[136] À cet égard, voir : La route vers les Villes intelligentes : Migrer de la gestion traditionnelle vers la ville intelligente, Mauricio Bouskela, Márcia Casseb, Silvia Bassi, Cristina De Luca et Marcelo Facchina, Banque interaméricaine de développement (BID), 2016.
[137] Connaître les différents groupes impliqués et leur visite de participation précise dans ce blogue.

BIBLIOGRAPHIE

[138] Voir : https://www.iadb.org/en/news/idb-announces-finalists-superheroes-development-award
[139] Voir https://www.iadb.org/en/news/idb-announces-winner-2019-superheroes-development-award
[140] Le projet de transformation intégrale du quartier de La Chacarita Alta dans la région métropolitaine (PR-M1032). Les autres expériences qui recueillent des résultats de même nature sont : PR-L1084, PE-X1004 et GU-L1006.
[141] La formation des soi-disant « noyaux d'exécution » a abouti à une plus grande adaptation des services d'intervention.
[142] D'autres expériences qui collectent des résultats de même nature sont : JA-G1001, ME-M1091.
[143] Les autres expériences qui recueillent des résultats de même nature sont : PN-M1027, ME-T1295, CO-L1119, CH-M1062, GY-L1058, NH-L1083 et ES-T1179.
[144] D'autres expériences qui recueillent des résultats de même nature sont : RG-M1231, PR-L1084.
[145] D'autres exemples qui montrent l'efficacité de ces recommandations sont les suivants : au Mexique, le projet de durabilité des services d'eau potable des communautés rurales (ME-L1147) a souligné l'importance d'incorporer les singularités socioculturelles de chaque région du pays dans la stratégie sociale. Au Paraguay, dans le Programme d'eau potable et d'assainissement pour les communautés rurales et autochtones (PR-L1022), l'équipe d'exécution a vu la nécessité de reconcevoir les unités d'assainissement selon les revendications des utilisateurs. Pour ce faire, les dirigeants des communautés et les entreprises de soutien social qui ont introduit leurs lignes directrices dans les termes de mandat, générant un sentiment de coresponsabilité chez les bénéficiaires.
[146] Dans le même ordre d'idées, le programme Eau potable et assainissement de la Commune de Pasto (CO-L1028) a rapporté les difficultés rencontrées dans l'exécution de ce projet d'optimisation du système d'aqueduc en raison de la méfiance des communautés. Ces réserves ont pu être surmontées grâce à un processus de dialogue et d'accord, dans lequel les avantages et les inconvénients d'inclure l'élément de micro mesure dans le projet ont été établis (peur de la privatisation ou de facturer des frais élevés par rapport à une plus grande attention dans la consommation d'eau de chaque famille). Grâce à cette instance de dialogue, des mécanismes de contrôle ont été mis en place pour une consommation d'eau plus rationnelle et adéquate et la communauté a engagé des actions de sensibilisation contre la consommation excessive.
[147] L'opération environnementale urbaine Macambira Anicuns (BR-L1006) a financé la construction d'un parc linéaire qui comprend des travaux d'infrastructure urbaine et sociale (tels que le pavage, le drainage, la construction d'unités de santé et d'éducation) et a dû résoudre un problème environnemental qui en résultait de l'occupation désordonnée de l'espace urbain. Le coût élevé associé à l'expropriation et à la réussite du projet a conduit l'équipe à explorer des alternatives par le dialogue.
[148] Le Programme d'Eau, assainissement de Base et Electrification pour le Pacifique-Colombie montre comment la création d'espaces de dialogue permanent avec la communauté garantit la bonne exécution du projet, en particulier dans les zones de forte méfiance à l'égard de l'Etat. En particulier, le développement d'activités préliminaires au début de l'exécution du projet visant à articuler des actions d'implication sociale à travers, par exemple, des groupes de travail interinstitutionnels avec des leaders et des représentants d'entités locales, régionales et nationales ont permis de renforcer les liens confiance avec les citoyens.
[149] Voir : Leçons tirées de quatre décennies de conflit autour de projets d'infrastructure en Amérique latine et dans les Caraïbes (BID, 2017) .
[150] « The Cost of Conflict as Interpreted by Corporations» Harvard, Queensland y Clark. " Conflict translates environmental and
social risk into business costs " D. Franks, R. Davis, A. Bebbington, S. Ali, D. Kemp, M. Scurrah.
[151] Pour plus d'informations sur le mécanisme de règlement des différends et la nature des cas analysés ces dernières années, voir : Neuf ans d'expérience dans le règlement des différends. Programme de réflexions institutionnelles (MICI, 2019)
[152] V. Syndrome de fatigue de consultation https://wiconnectiadb.org/en/publicaciones-en/public-consultations-step-by-step/?pub=true
[153] Voir : Leçons tirées de quatre décennies de conflit autour de projets d'infrastructure en Amérique latine et dans les Caraïbes (BID, 2017).
[154] Voir les détails de la résolution du MICI : https://www.iadb.org/fr/mici/complaint-detail-2014?ID=MICIME-2012-053
[155] En particulier, la demande mentionne des attaques contre : (i) son système d'autonomie gouvernementale et l'intégrité physique des communautés et de leurs dirigeants; (ii) ses terres, territoires et ressources; (iii) leur mode de vie, leur intégrité culturelle et leurs connaissances traditionnelles; (iv) l'environnement et la biodiversité; et (v) la sécurité alimentaire et l'économie traditionnelle de subsistance.
Voir : http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=38811283
[156] Le rapport de vérification de la conformité produit par le MICI conclut qu'il y a eu un non-respect de la politique de respect de l'environnement et des garanties (OP-703), de la politique d'accès à l'information (OP-102) et de la politique des peuples autochtones. (OP-765).
[157] À la suite du processus de résolution des conflits engagé, la Direction de la Banque a préparé un plan de travail pour mettre en œuvre les recommandations formulées par le MICI, spécifiques au projet, pour résoudre le différend : (i) la création d'un registre indépendant pour le projet, dirigé à communiquer ses progrès et publier les documents de divulgation obligatoire. (ii) Tenir des réunions régulières avec l'emprunteur afin de clarifier le statut des contrats d'usufruit — régime foncier — des communautés affectées
[158] Voir http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=EZSHARE-1800453186-687

Les contenus et les intrants utilisés pour les construire ce post ne représentent pas nécessairement l'opinion du Groupe de la BID ou de son Conseil d'administration. Ce ne sont pas des recommandations ou des prédictions, mais des outils pour remettre en question le *statu quo* et faciliter les conversations stratégiques entre les acteurs du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes.

CÍVICA

2021